

1ère édition du SENARE : Pour l'unité des maliens dans la diversité culturelle !

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 16 SEPTEMBRE 2022

1183

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Don de kits scolaires

Yeah Samaké

est allé "servir"

Lambata



...contrôle Talataye et environs à Gao : L'EIGS et le JNIM s'activent pour l'assaut final !



Front social : Les policiers sur pied de guerre !



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

15 sept.
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

848

Nouveaux cas confirmés

55

Nouveaux guéris

38

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

551 708 Vaccinations incomplètes
1 706 559 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

32 440

Guéris

30 927

Décès

739

dont 509 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.13



P.19



P.24



/ Une /

Don de kits scolaires : Yeah Samaké est allé « servir » Lambata

P.5

/ Brèves /

Crise sécuritaire au Mali : Le col. Ismaël Wagué au chevet des réfugiés du camp de M'Berra, en Mauritanie

P.13

SENARE : Une semaine pour « consolider les valeurs de réconciliation et du vivre ensemble »

P.13

1ère édition de la semaine nationale de la réconciliation : Le chef de l'état préside le lancement des activités

P.14

RDC : "Plusieurs morts" dans l'explosion d'un camion de carburant (gouverneur)

P.14

Bénin : Attaque d'un poste-frontière isolé dans le nord

P.14

/ Actualité /

Dernier rapport du PNUD sur le développement humain : De multiples crises freinent les progrès au moment où 9 pays sur 10 reculent

P.16

Régions de Gao et Ménaka : Le message défaitiste du général gamou provoque la panique

P.17

Front social : Les policiers sur pied de guerre !

P.18

Droits des personnes en situation de handicap : Le Capdh renforce les capacités des agents de structures de santé

P.19

Bataille pour le contrôle Talataye et environs à Gao : L'EIGS et le JNIM s'activent pour l'assaut final !

P.20

/ Politique /

Conseil de sécurité de l'ONU : La plainte du Mali contre la France prend une dimension africaine

P.23

Plainte contre la France : Curieuse omerta au sein de la classe politique

P.24

Le tandem "peuple – dirigeants" : Indispensable pour bâtir un "grand" pays

P.26

1ère édition du SENARE : Pour l'unité des maliens dans la diversité culturelle !

P.29

Affaire des 46 ivoiriens arrêtés : Le NON du Mali au chantage et à l'intimidation

P.31

/ Culture & société /

Chanson dédiée à Assimi Goita : La polémique

P.35

/ International /

Joao Lourenço : L'héritier du parti historique qui reste à la tête de l'Angola

P.36

Cybercriminalité : Le père d'un Français incarcéré au Maroc déplore le "mutisme" de Paris

P.37

/ Sport /

Le salaire hebdomadaire de Riyad Mahrez révélé : Combien gagne la star de man city ?

P.38

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO



Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120
80001122



+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**



Don de kits scolaires

Yeah Samaké est allé

« servir » Lambata

Bientôt le village de Lambata aura des salles de classes flambant neuves pour le bonheur des apprenants et de leurs parents. Le jeudi 15 septembre 2022, l'infatigable bâtisseur de cité, mieux de l'école malienne, l'ambassadeur Yeah Samaké était à la frontière Mali-Guinée où il a procédé à la pose de la première pierre pour la construction d'un bâtiment de trois salles de classes. La joie et l'engouement étaient au rendez-vous chez les populations de ladite localité lors de cette cérémonie.

A quelques jours de la reprise des classes, le bon samaritain, Yeah Samaké ne se lasse pas en ce qui concerne l'éducation des jeunes de son pays. Il est sur tous les fronts : dons de fournitures scolaires, chasse aux bourses d'études pour les étudiants, constructions d'écoles. Cela fait

des années, que l'Ambassadeur et Directeur Exécutif de la Fondation Empower-Mali, Yeah Samaké est au four et au Moulin. Il a déjà construit plus de 40 écoles à travers le Mali sans tambour ni trompette.

Cette semaine, il était dans le village de Lambata, une localité située à la frontière Mali-

Guinée dans la commune de Niouma Magana. Après un long périple, le président d'honneur du PACP est accueilli en vrai mansa dans le tréfond du Mandé. L'objectif de cette visite rurale, n'est autre que la volonté d'apporter les moyens d'une bonne éducation, symbole d'un développement durable d'un pays tel le Mali dont le besoin n'est plus à démontrer. Dans ce village enclavé, l'ambassadeur et homme politique s'est frayé un chemin dans le souci d'apporter sa contribution pour la construction du Mali Kura. Il a procédé à la pose de la première pierre pour la construction des trois salles de classes équipées pour un montant global de 39 Millions de FCFA avec un apport personnel du village à hauteur de 5 Millions de FCFA. Les travaux de constructions devront commencer dans les prochaines semaines. A la fin de cette cérémonie de pose de première pierre, c'était la joie et la liesse populaire qui se lisait sur les figures des populations. Chants et louanges ont été entendus en l'honneur de cet homme politique plus engagés dans les actions que dans les discours.



La population à travers le chef du village a remercié le samaritain pour son geste combien utile pour le village de manière générale mais surtout pour les apprenants qui seront désormais à l'abri des intempéries avec la construction des salles de classes.

Le président des jeunes, pour sa part a promis une reconnaissance éternelle de la jeunesse de son village pour l'homme politique, Yeah Samaké qui, malgré les temps difficiles qui courent, n'a pas oublié ses frères et sœurs restés dans les villages et hameaux. Son geste témoigne de son engagement pour l'éducation de la jeunesse malienne.

Selon le donateur, le Directeur Exécutif de la Fondation Empower-Mali, Yeah Samaké, l'important, c'est de continuer sur cette cadence pour donner les moyens nécessaires à l'école malienne. Car, a-t-il souvent rappelé, « le gouvernement ne peut tout faire pour la population et la jeunesse ».

Comme on le dit souvent, « gouverner c'est prévoir » mais aussi pour Yeah Samaké, « diriger c'est servir ». Il est bien convaincu que le seul moyen de parvenir au développement de son pays le Mali, c'est le travail et surtout l'investissement dans la formation de la jeunesse, moteur du développement.

Il n'est pas à son premier geste dans le domaine de l'éducation. Pour cette rentrée 2022-2023, Yeah Samaké a mis, 95 bourses toutes catégories confondues à la disposition des étudiants maliens. Il y a une semaine, soit le 08 Septembre 2022, il a rencontré au siège national du Parti pour l'Action Civique et Patrio-

tique sis à Kalaban Coura, les demandeurs de bourses d'études sur l'Inde en présence de quelques parents d'élèves et d'autorités de la transition. Cette rencontre première du genre pour l'année 2022, avait pour objectif de mieux informer les intéressés afin des édifier particulièrement sur la question de bourses sur l'Inde. Les demandeurs de bourses présents à cette rencontre d'information ont eu droit à un entretien vidéo avec le promoteur du Groupe de l'Institut Technique et Professionnel Universitaire de Mohali, en Inde du Nord, qui a mis à la disposition de la Fondation Empower-Mali les bourses d'études pour les étudiants maliens. Sur les 95 bourses, 55 bourses jeunes maliens iront étudier dans les universités aux USA, 22 pour le niveau lycée et 18 autres bourses pour l'Inde. C'est dire combien cet homme est dévoué pour la cause de l'éduca-

tion malienne.

Il faut rappeler que depuis août 2020, date à laquelle le Mali a amorcé une transition, Yeah Samaké est l'un des rares hommes politiques dont les discours sont rares alors que ses actions sont restées visibles dans la continuité sur le terrain au bénéfice des populations de son pays.

Il est également l'un des rares hommes politiques qui s'impose à travers ses actions en faveur du développement du Mali. Et avec cet incontestable engagement patriotique en faveur du développement du Mali, les autorités de la transition doivent être plus regardantes envers ces élites qui font rayonner le nom du Mali à travers le monde entier.

Binadjan Dombia



Accueil Publications Avis Vidéos Photos



中国驻马里大使馆-Ambassade de Chine au Mali

7 sept. · 🌐

#ChinaAfricaSpaceTalk

Le 6 septembre, Ambassadeur CHEN Zhihong a participé à la classe en ligne du "Dialogue avec Taïkonautes" avec des étudiants maliens à l'Institut Confucius de l'ULSHB. Les étudiants ont écrit leurs vœux aux taïkonautes chinois et à l'amitié sino-malienne.



La France au Mali



@FranceauMali [THREAD]

1. La @FranceauMali fait face à une recrudescence de fausses informations circulant à son sujet, et qui incriminent l'action de la France sur le continent africain. Nous tenions ici à rappeler plusieurs points
2. Les nombreuses fakenews (faux-contrat de l'ambassade avec une agence de communication, collusion prétendue entre médias basés en France et autorités françaises, photos détournées de militaires français) sont généralement relayées par les mêmes comptes.
3. Elles s'appuient sur le même schéma : des informations brutes, jamais sourcées, faisant appel à l'émotion directe du lecteur. Pour fiabiliser l'information, il est possible de :
4. Vérifier les sources, se renseigner sur la crédibilité du compte/média, confronter les informations avec d'autres sources existantes. Cette démarche, appliquée par les journalistes, est aussi

5. Le plus souvent, la @FranceauMali préfère ne pas réagir à ces fausses informations, afin de limiter leur visibilité et leur impact. Un silence des autorités ne vaut évidemment pas approbation

6. De nombreux médias maliens pratiquent désormais le fact-checking : vous pouvez par exemple solliciter @BenbereM ou @Lejalon_com pour dénicher les fakenews. À plus grande échelle, vous pouvez consulter @AfricaCheck_Fr ou bien @AfpFactuel

7. Il existe des moteurs de vérification comme Google Images (<https://images.google.com>) ou de Yandex (<https://yandex.com/images/>) vous permettant de vérifier facilement la provenance d'une image/photo repérée dans une publication.

8. Notre service presse et communication est à l'écoute des médias, pour donner des éclaircissements sur les nouvelles qui circulent. Nous restons engagés pour un espace médiatique sain, accessible et sûr pour tous, excluant la diffamation & la propagation de fausses nouvelles.

Financial Afrik



Le Maroc à travers l'Office national des hydrocarbures et des mines (ONHYM), le Nigeria par l'entremise de la National Nigerian Petroleum Company Limited et la CEDEAO ont signé ce jeudi 15 septembre à Rabat, un mémorandum d'entente relatif à la construction d'un gazoduc entre les deux pays.



Tatou Solidarité



Oumou Tounkara Khalil

« Au Mali nous vivons dans un désordre total auquel il faut remédier pour espérer une quelconque évolution.

L'espace public n'appartient pas à tous pour que chacun y fasse ce qui lui plaît. Au contraire il n'appartient à personne et personne ne peut l'occuper pour son propre intérêt au détriment des autres. La libération de l'espace public est l'acte 1 de l'ordre dans le malicour.

1 les carrés ne peuvent pas servir d'atelier aux menuisiers, soudeurs,

mécaniciens, peintres auto...

Il y a de nombreux terrains à Bamako et environs qui n'attendent que des locataires

2 les trottoirs ne peuvent pas être occupés par les kiosques et étalages.

De nombreuses boutiques sont en attente de locataires.

Un délai raisonnable doit être donné à tous pour libérer nos rues et trottoirs.

Dieu n'aura jamais pitié d'un pays où chacun empiète sur l'espace vital de l'autre.

Aucun pays ne progressera dans le désordre. »

■ Ammy Baba Cisse



Hameye Founé Mahamadane, ancien ministre de la justice, ancien leader de syndicat de magistrats, ancien juge à la cour de justice de la CE-DEAO, actuel membre du CNT lors de la journée d'échanges presse-justice



■ Issa Kaba



Savez-vous que " Pionnier " veut dire premier dans toutes les activités positives. #Camp des Pionniers Sekou Salah Sacko#.



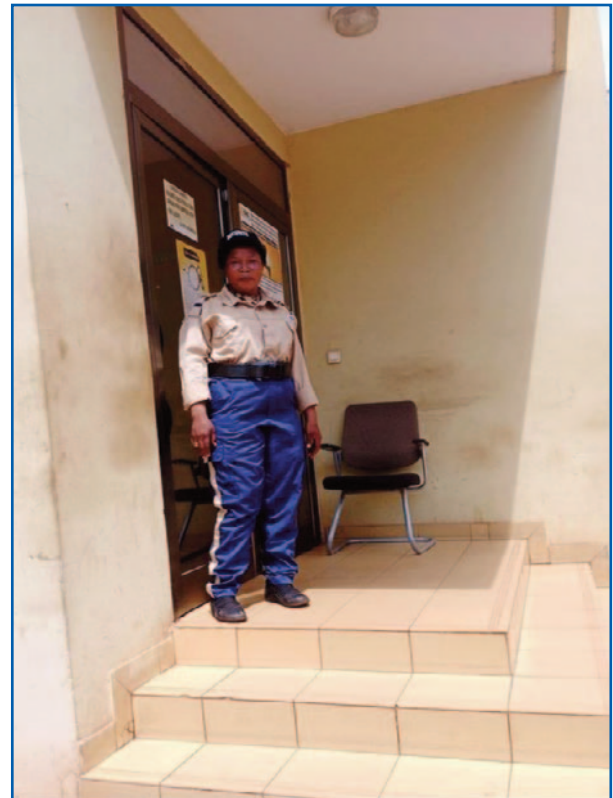
■ Malick Konate



Moustapha Diawara au micro « Cette dame, je ne sais pas combien elle perçoit comme salaire, mais elle dégage tous les caractères positifs d'un agent qui aime son boulot. Accueillante, souriante et disciplinée, au delà du fait qu'elle est respectueuse à l'endroit de la clientèle du guichet GAB de la BMS, elle reste toujours debout à son poste, soit pour ouvrir la porte, donner de la place quand le guichet est occupé, soit pour veiller sur l'engin des usagers jusqu'à leur sortie. En cas de panne ou de rejet de la carte, elle encourage toujours les clients par des mots doux: " ne vous découragez pas Tonton, ce sont les aléas des nouvelles technologies, il faut repasser après, ça pourra marcher..." Elle est loin du genre des gardiens toujours prompts à demander de l'argent : " pour faire le thé".

NB : la publication de sa photo a été faite avec son accord. »

#Bèki_Takè

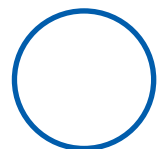


■ Présidence de la République du Mali

Koulouba | 12 septembre 2022 | #Diplomatie Coopération : une délégation mauritanienne reçue par le Président de la Transition

Le Président de la Transition, SE le Colonel Assimi GOÏTA, Chef de l'État, a accordé une audience, ce lundi 12 septembre 2022, à Abdessalam

Ould Mohamed SALEH, ministre mauritanien du Pétrole, des Mines



et de l'Énergie. Il était porteur d'un message de SE Mohamed Ould Cheick EL GHAZOUANI, Président de la République islamique de Mauritanie.

À sa sortie d'audience, le ministre mauritanien a confié être venu au Mali en vue de transmettre au Chef d'État malien des messages de son homologue mauritanien, ayant trait à l'Organisation de la Mise en Valeur du fleuve Sénégal (OMVS) et à son développement.

Le Président EL GHAZOUANI, par la voix de son émissaire, a adressé au Président GOÏTA « ses salutations fraternelles, sa haute considération ». Il a aussi exprimé ses vœux de prospérité et de paix au Mali et au peuple malien.

Le Chef d'État mauritanien a également rassuré la détermination de son pays à « renforcer sa coopération avec le Mali ainsi qu'avec les autres pays membres de l'OMVS en vue d'accélérer le développement de cette organisation commune dont nos pays dépendent » pour l'alimentation en eau et en énergie. « Nous l'espérons, demain pour la navigation », a-t-il rassuré.



■ Sery Diarra

Finale de la Super Coupe Col Assimi Goïta

La remise des maillots aux équipes finalistes ...

L'équipe de Bamako, Mopti et les arbitres de la finale de la Super Coupe Col Assimi Goïta prévue pour demain vendredi ont reçu des maillots. La remise a été faite ce matin par la commission d'organisation dirigée par Col Cheick Mamadou Chérif Tounkara.



■ Primature du Mali

Le Premier ministre par intérim le Colonel Abdoulaye Maïga a reçu en audience ce lundi 12 septembre 2022 une délégation du Parti des "Démocrates Progressistes Maliens" conduite par son Président Dr Fatogoma Togola.

La délégation du Parti est venue réaffirmer son soutien total aux Autorités de la Transition.

Particulièrement, le Dr Fatogoma Togola a apporté au Premier ministre, la réflexion du parti pour une meilleure gestion des ressources humaines notamment le plan de carrière des agents surtout au niveau de la Santé et de l'Éducation.

Le Parti a salué les performances des forces de défense et de sécurité et apprécié à sa juste valeur le niveau d'équipement atteint aujourd'hui.

Le Premier ministre par intérim a remercié les membres de la délégation et s'est félicité de l'approche des Démocrates qu'il qualifie à juste titre de Parti de Réflexion.

Le Colonel Abdoulaye Maïga a rassuré ses interlocuteurs que leurs aspirations seront sans doute examinées à la Conférence Sociale qui se tiendra très prochainement.

Il s'agit pour le Premier ministre par intérim de mettre l'homme au cœur de toutes nos actions.

CCRP/Primature



■ Forces Armées Maliennes

La 1ère Vague du Contingent 2021 prête à servir le Pays.

1154 recrues ont été présentées au drapeau national, le jeudi 15 septembre 2022 dans la cour du Centre de Formation d'Administration de la Base 101 de Sénou. La cérémonie était présidée par le Directeur des Services de Santé des Armées, le Général de Brigade Mohamed Alpha DIAW en présence de Chef d'état-major Adjoint de l'Armée de l'Air, le Colonel Mohamed Sékou SYLLA et plusieurs autres responsables militaires et civils.

Elles sont 683 recrues FAMa de l'Armée de Terre, de la Garde Nationale, du Génie Militaire, de la Gendarmerie Nationale, de la DMHTA,



de la DCA, du DTTA et 347 recrues de la Police Nationale ainsi que 124 recrues de la Protection civile à avoir pris part à cette formation. Durant 5 mois, ces jeunes recrues se sont familiarisées avec des modules tel que l'éducation physique militaire, la formation militaire générale et la formation opérationnelle. Le major de la promotion est le soldat de 2ème classe Lamissa Diamoutènè avec une moyenne de 18,90 /20.

Le Directeur des Services de Santé des Armées, le Général de Brigade Mohamed Alpha DIAW a affirmé qu'au-delà de la formation reçue, c'est l'occasion de regrouper des recrues de l'ensemble des Forces de Défense et Sécurité dans un même creuset pour en faire des soldats d'une même famille au service de la patrie. Il a témoigné que cela permet de créer une cohésion parfaite entre les recrues d'une part et d'autre part un partage d'expérience entre les instructeurs des différentes composantes.



■ Bacary Camara



Ce passé qui ne passe pas..

Le président Alpha Oumar Konaré arrive à l'aéroport de Schiphol à Amsterdam (Pays-Bas) direction la Haye où il est le prestigieux hôte de la Reine Béatrice des Pays-Bas

De tous les voyages du président Konaré auxquels j'ai participé, sa visite effectuée à la Haye (capitale politique des Pays-Bas) a été sans doute la plus fatigante, voire même éreintante à cause du rythme infernal des nombreuses audiences imprimées à cette randonnée présidentielle, dans l'un des pays les plus ingénieux et agro-industriels d'Europe.

La délégation présidentielle comprenait Dioncounda Traoré, alors ministre des Affaires étrangères et de la coopération internationale. L'avion présidentiel atterrit à l'aéroport de Schiphol, l'un des plus beaux au monde et quelques minutes plus tard la délégation prenait la direction de la Haye, capitale politique des Pays-Bas à bord d'un cortège de voitures rutilantes et luxueuses. Sur les deux côtés de la route, nous apercevions des matériels agricoles de dernière génération toutes dotées de grands téléviseurs dans de magnifiques plantations s'étendant sur une quarantaine de kms, distance qui sépare les deux principales villes des Pays-Bas. Sur place à la Haye la délégation

prend ses quartiers dans un petit hôtel somptueux situé à l'entrée de la ville royale, c'est là où réside la très populaire et sympathique Reine Béatrice des Pays-Bas. Si l'hôtel n'est pas considéré comme un palace, il offre cependant toutes les commodités ultramodernes à ses visiteurs et peut même vous réserver quelques pièges, comme l'utilisation abusive des films X ou hard aux frais de son consommateur.

Entre deux audiences, je profite de ce petit moment de relaxation pour poser une petite question à l'Ambassadeur du Mali aux Pays-Bas et auprès de l'Union Européenne. C'était un homme d'une très simplicité exquise, affable mais sans être bavard et lorsque je lui demande comment il a pu faire un tel agenda ou le président n'a pas un seul moment de répit toute la journée ? Tu sais Mr le journaliste, avec un tel programme dantesque, le président finira sa journée tellement fatigué qu'il n'aura pas la moindre envie de fouiller dans nos affaires ici. Par ailleurs vous conviendriez avec moi, que notre président jouit d'une telle renommée internationale que ici à la Haye tout ce monde politique, des affaires ou Associatif voudrait bien le rencontrer au cours de ce voyage.

C'est ici à la Haye que se trouve le siège de l'Association Néerlandaise qui a financé la coopérative Jamana du président Konaré, comme vous l'avez-vous-même constaté au cours de notre visite à leur siège ». Ce grand diplomate ouvert et chaleureux parlait et me tapotait l'épaule comme s'il avait en face de lui son propre frère. C'est aussi rare de trouver des hommes de son rang qui ont surtout compris que la vie est une succession de hauts et de bas et que toute chose a une fin. A suivre

B.CAMARA, Journaliste..

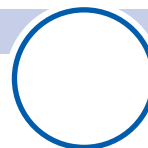


■ Awa Sylla



Imam Dickø a été reçu par le Khalif général des mourides. Beaucoup de délégation africaine et internationale ont reçu à 16h à Touba. Qu'Allah accepte les prières formulées sur la terre sainte de Touba.

■ Gouvernement du Mali



Le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Son Excellence Monsieur Abdoulaye DIOP, a présidé, ce jeudi 15 septembre 2022, la cérémonie d'ouverture de la session inaugurale

de l'Agora diplomatique, initiée par le Bureau central du Syndicat Libre des Travailleurs des Affaires Etrangères (SYLTAE). Pour le Secrétaire général du SYLTAE, Monsieur Abibalaye DIAKITÉ, l'Agora diplomatique est un cadre d'échange, de discussions et de réflexions sur des thématiques liées à la diplomatie, aux relations internationales, au droit international ou toute autre question jugée pertinente dans le cadre du renforcement des compétences des travailleurs du Département.

Pour cette session inaugurale, deux thèmes ont été retenus, à savoir : « rôle et fonctions de la diplomatie dans l'émergence d'un Mali nouveau » et « Profil du Diplomate en 2022 ».

Le Chef de la diplomatie malienne a, pour sa part, salué et encouragé cette heureuse initiative du Syndicat qui s'inscrit en droite ligne de la politique du renforcement des capacités des Travailleurs du Département.

Il a souligné avec satisfaction que la mise en place d'un tel cadre d'échange et de réflexion, ancré dans la réalité de l'espace et du temps et nourri par une dynamique prospective, permettra indubitablement de réduire les incertitudes et de rendre notre outil diplomatique plus performant.

Il a laissé entendre que la diplomatie malienne s'inscrit désormais dans une dynamique ouverte, conciliante, mais surtout sans complaisance et intransigeante lorsqu'il s'agit de défendre la souveraineté, l'unité nationale, l'intégrité territoriale et le respect de nos choix stratégiques, conformément à la vision déclinée par Son Excellence Monsieur Assimi GOITA, Président de la Transition, Chef de l'Etat et Chef de la politique extérieure du Mali

Le Ministre DIOP a ouvert les travaux de cette rencontre en invitant les participants à proposer des pistes de réflexion pour renforcer voire améliorer les actions en cours, pour mieux faire passer le narratif malien, afin que désormais, pour chaque mesure qui concerne notre pays, nous soyons à l'initiative des propositions, à la conception des stratégies et au centre de la mise en œuvre des décisions.

Bureau de l'Information et de la Presse/MAECI



01:35
 Messenger

Azidane Ag est avec Mamadou Samake et 26 autres personnes.
 2 j · 🌐

Non ce ne sont pas les images d'une université en construction à Bamako ou dans la sous région mais celles d'une école fondamentale en construction par l'homme du peuple [Yeah Samake](#) à travers sa fondation Empower Mali...

L'homme a révolutionné la façon de faire la politique au Mali, il a mis la barre haute avec le CONCRET ceux qui avaient pour seule arme la Démagogie, et fausses promesses voient Yeah donner un coup de pieds à leurs Marmites, ca ne fonctionne plus !!
 Le leadership avec intégrité, le service sont des armes puissantes au bénéfice du changement auquel nous aspirons !
 Diriger c'est Servir !

Votre commentaire... GIF 😊

Accueil Watch Gaming Fils Notifications 2 Menu 3



INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE

CONNECTEZ-VOUS



TÉLÉ-DÉCLARATION

JOURNÉES PORTES OUVERTES



DU 19 AU 23 SEPT 2022
AGENCE PRINCIPALE
INPS, COMMUNE IV



SERVICES OFFERTS

- ✓ Faire la demande d'immatriculation des employeurs et assurés en ligne
- ✓ Faire l'affiliation des assurés en ligne
- ✓ Faire la demande de télé-déclaration pour les employeurs en ligne
- ✓ Faire la demande de télé consultation assurés et retraités en ligne
- ✓ Faire les déclarations nominatives et récapitulatives en ligne
- ✓ Faire les relevés nominatifs en ligne
- ✓ Consulter les cotisations et les mandats en ligne

Désormais, faites vos déclarations en ligne pour
gagner du temps et éviter les pénalités

www.inps.ml

(+223) 20 21 60 13 / 75 23 73 73 / 77 25 22 98

Crise sécuritaire au Mali : Le col. Ismaël Wagué au chevet des réfugiés du camp de M'Berra, en Mauritanie



Dans le cadre des initiatives entreprises par le gouvernement pour la gestion de la crise sécuritaire et de l'ensemble de ses victimes, le ministre de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion nationale, Chargé de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation nationale, le Colonel-major Ismaël Wagué a effectué une mission auprès des réfugiés du camp de M'Berra, en Mauritanie, mardi 13 septembre 2022. Une occasion pour lui de rassurer que le gouvernement du Mali ne ménage aucun effort pour apporter des réponses appropriées aux différentes préoccupations exprimées par ces victimes de la crise.

Au nom des plus hautes autorités de la Transition, le ministre de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion nationale, Chargé de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation nationale, le Colonel-major Ismaël Wagué a effectué, mardi 13 septembre 2022, une mission au camp des réfugiés de M'berra en Mauritanie. Objectif : reconforter et s'enquérir de la situation sociale, sécuritaire, sanitaire et humanitaire de ces victimes de la crise contraints de fuir leurs foyers pour se mettre à l'abri.

Accueilli à son arrivée par le Préfet de Bassiknou, le ministre Wagué s'est entretenu pendant très longtemps avec les responsables du Camp des réfugiés, plus particulièrement les représentants des femmes et de la jeunesse afin de recueillir toutes les difficultés auxquelles ils sont confrontés.

Tout en souhaitant un retour rapide de la paix et de la sécurité au Mali, condition indispensable pour le retour de tous les réfugiés au bercail, le colonel-major Ismaël Wagué a rassuré ses visiteurs que le Gouvernement fera tout ce qui est possible pour apporter des réponses appropriées à leurs différentes préoccupations et doléances exprimées.

Il faut noter que cette rencontre fut un moment plein d'émotion (d'espoir et de convivialité) pour cette tranche de la population malienne meurtrie par des années de souffrance causée par le terrorisme et la criminalité transnationale.

Issa Djiguiba / Source : LE PAYS

SENARE : Une semaine pour « consolider les valeurs de réconciliation et du vivre ensemble »



La semaine nationale de la réconciliation SENARE a débuté ce jeudi 15 septembre 2022 et se poursuivra jusqu'au 21 septembre. Cette première édition a pour thème "faisons de la diversité, un atout pour la cohésion sociale au Mali". L'événement sera marqué par des activités éducatives citoyennes, civiques sportives artistiques et culturelles. Objectif : restaurer la paix et renforcer la cohésion sociale et le vivre ensemble entre tous les fils du pays.

Pour les autorités, cette semaine vise à consolider les valeurs de réconciliation et du vivre ensemble. Ces idéaux de paix et d'entente seront célébrés à travers des activités éducatives, socio-culturelles et sportives. Il s'agit également de sensibiliser les citoyens venus de toutes les régions du pays et de la diaspora sur le processus de réconciliation et de la paix. Et surtout faire la promotion du patriotisme, du civisme et la cohésion sociale afin d'unifier les cœurs et les esprits au cours de cette semaine. Des échanges sur la coopération entre les populations civiles mais aussi entre elles et les militaires auront également lieu.

Une recommandation des assises de la refondation

Selon le ministre de la réconciliation, de la paix et de la cohésion nationale, chargé de de la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation, l'instauration de cette semaine est une recommandation des assises nationales de la refondation et la conférence d'entente nationale.

Toutefois, cette semaine nationale de la réconciliation est différemment perçue par la population. Selon certains, le fond alloué à l'organisation d'un tel événement "200 millions" de nos francs, pouvait servir dans d'autres domaines urgents, notamment la santé, l'aide aux déplacés ou le domaine sécuritaire. Néanmoins, une grande partie de la population attend beaucoup de cette initiative.

"Il faut une approche plus inclusive et ciblée"

Dr Yacouba Dogoni sociologue et chercheur au centre de recherche Point sud, estime que pour mieux exploiter la diversité culturelle du Mali et réussir à réconcilier les cœurs au cours de cette semaine, "il faut une approche plus inclusive et ciblée".

Source : Studio Tamani

1ère édition de la semaine nationale de la réconciliation : Le chef de l'état préside le lancement des activités



Ce jeudi 15 septembre 2022, le Président de la Transition, SE le Colonel Assimi GOÏTA, Chef de l'État, a présidé la cérémonie de lancement officiel de la Semaine nationale de la réconciliation au Centre international de conférence de Bamako (CICB).

Il avait à ses côtés le ministre de la Réconciliation, de la paix et de la cohésion nationale, chargé de l'Accord pour la paix Réconciliation nationale, Col Major Ismaël Wagué. Le lancement de cette 1ère édition a enregistré également la présence du Premier ministre par intérim ainsi que du Président du Conseil national de Transition (CNT). Des diplomates accrédités auprès de la République du Mali, les membres du Gouvernement et ceux du Conseil national de Transition (CNT) ainsi que le Président de la Commission vérité justice et réconciliation (CVJR) étaient tous présents à cette cérémonie d'envergure nationale.

Source : Présidence de la République du Mali

Bénin : Attaque d'un poste-frontière isolé dans le nord

Des hommes armés ont attaqué un poste-frontière isolé du nord du Bénin, ont annoncé mercredi les autorités, dans une région secouée par la présence de groupes jihadistes mais aussi criminels. L'armée béninoise est déployée dans la région septentrionale pour contenir les groupes jihadistes présents chez les voisins nigérien et burkinabé, qui s'y aventurent et les menacent parfois, en plus des gangs de trafiquants très présents dans la zone. "Des hommes armés arrivés sur deux motos ont dévalisé des douaniers qui n'étaient pas très protégés", a déclaré un responsable gouvernemental. Cette attaque semble plus liée à la criminalité ordinaire qu'aux jihadistes, a-t-il ajouté. Des sources et des médias locaux ont dit que deux civils avaient été tués dans cette attaque survenue à Alibori, près de la frontière avec le Niger. Une zone très fréquentée par des trafiquants, a précisé une source douanière. Inquiets d'une possible contagion chez eux de la menace jihadiste présente au Mali, au Niger et au Burkina Faso, les pays côtiers comme le Bénin, le Togo, le Ghana et la Côte d'Ivoire cherchent à renforcer leur dispositif militaire pour sécuriser leurs frontières avec ces Etats. Le Bénin est ainsi en discussion avec le Rwanda pour qu'il lui

RDC : "Plusieurs morts" dans l'explosion d'un camion de carburant (gouverneur)



L'explosion d'un camion-citerne chargé de carburant a fait "plusieurs morts et brûlés graves" dans la nuit de mercredi à jeudi dans l'ouest de la République démocratique du Congo, a annoncé le gouverneur de la province du Kongo-Central. L'accident, encore inexplicable, s'est produit sur la route nationale 1, à hauteur du village de Mbuba, dans le territoire de Madimba, à 120 km à l'ouest de Kinshasa. Selon des sources de la société civile, le véhicule se dirigeait vers la capitale congolaise et a explosé non loin d'un petit marché. Un camion-citerne avait explosé après une collision au même endroit en octobre 2018, faisant plus d'une cinquantaine de morts. "Plusieurs morts et brûlés graves à Mbuba ce soir après une nouvelle explosion de camion-citerne sur la RN-1", a indiqué sur Twitter le gouverneur du Kongo-Central, Guy Bandu.

Aucun autre bilan n'était disponible jeudi en début de matinée.

"Il est plus que temps de prendre des mesures draconiennes et courageuses pour renforcer la réglementation du transport, surtout celui des produits inflammables, pour mettre fin à ce cycle de sinistres. La Nationale numéro Un ne devrait pas être un cimetière", a commenté le gouverneur dans son tweet. La RN1 relie Kinshasa aux seuls débouchés maritimes de la RDC, Matadi et Boma.

AFP



fournisse un soutien logistique et une expertise dans sa lutte contre les jihadistes dans le nord, où une dizaine d'incursions de ces groupes ont été recensées depuis 2021.

L'armée rwandaise a déployé l'an dernier un millier de soldats dans le nord du Mozambique pour aider Maputo dans sa lutte antijihadiste.

AFP



Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

BON A SAVOIR

■ C'EST QUOI L'ENRICHISSEMENT ILLICITE ?

L'enrichissement illicite est :

- l'augmentation substantielle du patrimoine d'un agent public sans rapport avec ses revenus légitimes, ou
- le train de vie que mène cet agent sans rapport avec ses revenus légitimes.

■ C'EST QUOI LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est la liste détaillée des revenus et des biens qui appartiennent à un agent public, transmise par cet agent aux autorités compétentes pour analyse et exploitation conformément à la loi.

■ QUI DOIT FAIRE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens concerne les personnalités suivantes : présidents d'institution, ministres et assimilés, présidents et membres des autorités administratives indépendantes, députés ou maires, autres ordonnateurs ou comptables publics, directeurs généraux, présidents d'établissement public, directeurs généraux, nationaux ou régionaux des services de l'Etat, magistrats, chefs d'état-major des armées, responsables de la passation de marchés publics, responsables des services financiers, d'assiette ou de recouvrement.

Les personnalités concernées sont environ 8 000.

■ OÙ FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est faite auprès du président de la Cour suprême. En retour, cette autorité délivre un récépissé à l'auteur de la déclaration de biens.

■ QUELS SONT LES REVENUS ET BIENS À DÉCLARER ?

- les revenus : salaires, indemnités, primes, autres accessoires de salaires, héritages, libéralités légalement reçues ;
- les biens meubles : véhicules, meubles et bijoux de valeur, objets d'art, comptes bancaires, argent en espèces, actions, parts sociales,
- les biens immeubles : maisons d'habitation, immeubles commerciaux ou professionnels, champs, vergers, animaux, terrains nus.

Tous les revenus et biens doivent être déclarés, qu'ils soient situés au Mali ou à l'extérieur.

■ QUELLES SONT LES PIÈCES JUSTIFICATIVES DE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

Les revenus et les biens déclarés doivent être soutenus par des pièces justificatives comme les titres fonciers, les lettres d'attribution, les concessions rurales, les concessions urbaines, les relevés de comptes bancaires, etc.

■ QUAND FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens doit être faite par l'agent public concerné :

- au début de la fonction ou du mandat qui crée l'obligation de déclaration de biens ;
- chaque année, au plus tard le 31 décembre ;
- à la fin de la fonction ou du mandat.

Le formulaire de déclaration de biens est téléchargeable en cliquant

www.oclei.ml

<https://www.facebook.com/Office-Central-de-Lutte-Contre-l-Enrichissement-Illicite>

Dernier rapport du PNUD sur le développement humain : De multiples crises freinent les progrès au moment où 9 pays sur 10 reculent

Le conseil des ministres s'est réuni en session ordinaire, le mercredi 14 septembre 2022, dans sa salle de délibérations au palais de Koulouba, sous la présidence du colonel Assimi Goita, Président de la Transition, Chef de l'État.



Le monde doit se sortir de son inertie pour assurer l'avenir des populations et de la planète en relançant sa trajectoire de développement

New York, le 8 septembre 2022 — Le monde vacille de crise en crise, piégé dans un cycle de lutte contre les incendies et incapable de s'attaquer à l'origine des problèmes auxquels nous sommes confrontés. Sans un changement radical de cap, nous risquons d'avoir à supporter encore davantage de privations et d'injustices, prévient le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Le dernier Rapport sur le développement humain, « Temps incertains, vies bouleversées : façonner notre avenir dans un monde en mutation », lancé aujourd'hui par le PNUD affirme qu'un ensemble d'incertitudes s'accumulent et interagissent pour perturber la vie de manière inédite. Les deux dernières années ont eu un impact dévastateur pour des milliards de personnes dans le monde, lorsque des crises comme la COVID-19 et la guerre en

Ukraine se sont succédé et ont interagi avec des changements sociaux et économiques radicaux, des changements planétaires dangereux et une aggravation de la polarisation.

Pour la première fois depuis 32 ans que le PNUD calcule l'indice de développement humain (IDH), qui évalue la santé, l'éducation et le niveau de vie d'une nation, celui-ci a diminué mondialement pendant deux années consécutives. Le développement humain est retombé à ses niveaux de 2016, annulant ainsi une grande partie des progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable. L'inversion est presque universelle, puisque plus de 90 % des pays ont enregistré une baisse de leur IDH en 2020 ou 2021 et plus de 40 % ont vu leur score chuter au cours de ces deux années, signalant que la crise continue de s'aggraver pour beaucoup.

Alors que certains pays commencent à se remettre sur pied, la reprise est inégale et partielle, creusant encore les inégalités en matière de développement humain. L'Amérique

latine, les Caraïbes, l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud ont été particulièrement touchées.

« Le monde cherche par tous les moyens à répondre aux crises consécutives. Nous avons vu avec le coût de la vie et les crises énergétiques que, s'il est tentant d'y apporter des solutions rapides comme les subventions aux combustibles fossiles, les tactiques de secours immédiats retardent les changements systémiques à long terme que nous devons apporter », déclare Achim Steiner, Administrateur du PNUD. « Nous sommes collectivement paralysés face à ces changements. Dans un monde défini par l'incertitude, nous avons besoin d'un sens renouvelé de la solidarité mondiale pour relever nos défis communs et interconnectés. »

Le rapport examine les raisons pour lesquelles le changement nécessaire ne se produit pas et suggère que les raisons en sont nombreuses, notamment la façon dont l'insécurité et la polarisation s'alimentent mutuellement

aujourd'hui pour entraver la solidarité et l'action collective dont nous avons besoin pour faire face aux crises à tous les niveaux. De nouveaux calculs montrent, par exemple, que ceux qui se sentent le moins en sécurité sont également plus susceptibles d'avoir des opinions politiques extrêmes.

« Même avant que la COVID-19 ne frappe, nous étions témoins du double paradoxe du progrès associé à l'insécurité et à la polarisation. Aujourd'hui, avec un tiers des personnes dans le monde qui se sentent stressées et moins d'un tiers des personnes dans le monde qui font confiance aux autres, nous sommes confrontés à des obstacles majeurs freinant l'adoption de politiques qui fonctionnent pour les populations et la planète », explique Achim Steiner. « Cette nouvelle analyse stimulante a pour objectif de nous aider à sortir de cette impasse et à suivre une nouvelle voie qui mettra fin à ces incertitudes mondiales actuelles. Nous avons un créneau étroit pour relancer nos systèmes et assurer un avenir fondé sur une action climatique décisive et de nouvelles opportunités pour tous. »

Pour tracer une nouvelle voie, le rapport recommande de mettre en œuvre des politiques axées sur l'investissement — des énergies renouvelables à la préparation aux pandémies — et sur l'assurance — notamment la protection sociale — qui prépareront nos sociétés aux aléas d'un monde incertain. Parallèlement, l'innovation sous ses nombreuses formes (technologique, économique, culturelle) peut également renforcer les capacités pour répondre aux difficultés à venir.

« Pour traverser l'incertitude, nous devons redoubler d'efforts en matière de développement humain sans nous contenter d'améliorer la richesse ou la santé des personnes », déclare Pedro Conceição du PNUD, auteur principal du rapport. « Celles-ci sont bien sûr importantes. Mais nous devons également protéger la planète et fournir aux individus les outils dont ils ont besoin pour se sentir plus en sécurité, reprendre le contrôle de leur vie et conserver l'espoir dans l'avenir. »

Source : MINUSMA

Régions de Gao et Ménaka : Le message défaitiste du général gamou provoque la panique

Le mardi 13 septembre, le Général El Hadj Gamou, leader de la communauté Imghad, a lancé un message vocal via les réseaux sociaux à ses parents et proches. Le discours est alarmant, défaitiste. C'est bien un sauve-qui-peut général.

En effet, le Général disait dans sa langue maternelle, en Tamasheq, que l'heure est grave, avant d'ajouter : « c'est un message que je lance à tous. J'en appelle aux uns et aux autres pour qu'ils se rapprochent des grandes villes. La situation est telle que personne ne contrôle plus rien. Ceux qui disaient tenir ont été défaits (JINM). Il y a plus sur qui compter. J'en appelle aux gens de Djebbock pour qu'ils se rapprochent des villes. Les ennemis (EIGS) arrivent sur les campements, il n'y a rien pour les arrêter ! Les gens ne peuvent plus rester dans les campagnes. »

Ce message a vite fait le tour du monde. Aussitôt reçu par les cibles, les campements, villages et autres hameaux qui sont au tour des régions de Gao et Ménaka ont vu leurs habitants prendre la direction de la cité des Askias pour y être des réfugiés. Ceux-ci continuent d'arriver à Gao dans la journée d'hier, mercredi 14 septembre. Ils sont nombreux à s'installer derrière le camp militaire et à proximité de la direction régionale de la douane, dans des tentes de fortunes.

Sur la route de Tacharane également, plusieurs réfugiés y sont installés, notamment les Daoussack.

« Il y'a des animaux notamment des chameaux dispersés un peu partout. Des enfants, des femmes, des vieilles personnes, tous sont au sol. Certains n'ont ni couvertures ni nattes, encore moins à manger. La situation est catastrophique. Le message de Gamou a davantage fragilisé la situation. Nous, les citoyens, qui sont au centre ville, nous nous interrogeons toujours s'il faudrait partir ou rester ? », S'interroge un tailleur du marché Washington de Gao.

« Vers Wabaria, de l'autre côté du fleuve, les réfugiés y sont nombreux. Ce qui est inquiétant, c'est l'apparition des enfants mendiants qui inondent le centre ville de Gao avec no-



tamment des petites filles. Certains se promènent avec des ordonnances en pleurnichant pour demander des soutiens par-ci et par-là. Je me demande si les responsables régionaux disent la vérité à Bamako. En tout cas, le message du Général Gamou continue de susciter beaucoup d'inquiétudes », nous a expliqué un enseignant de Gao V.

« Nous voulons fuir, mais nous ne savons même pas de quel côté partir étant donné que la route Sévaré-Gao est coupée. Les barbues sont vers la route qui mène au Niger, celle qui conduit à Tombouctou est aussi incertaine. Que faire ? Nous nous remettons à Dieu », nous a confié un commerçant de la place. Voilà que la panique s'installe dans les régions de Gao et de Ménaka. Il urge que le gouvernement rompt le silence pour rassurer les populations.

Il est aussi urgent que les ONGs se mobilisent pour éviter une catastrophe humanitaire, et par la même occasion tenter de sauver le cheptel, déjà affamé.

A suivre
Wa Salam !

El Hadj Chahana Takiou
Source : 22 Septembre

Front social : Les policiers sur pied de guerre !

L'application de la grille unifiée continue de faire des frustrés dans le monde des travailleurs au Mali. C'est fort de cette réalité que la synergie des syndicats de la police nationale est sortie de son mutisme pour sonner le tocsin. Elle a balayé d'un revers de main la grille unifiée proposée par les autorités de la transition. Elle réclame mordicus une grille dans laquelle les policiers se reconnaîtront. Pis, la synergie des syndicats de police nationale menace de se radicaliser si elle n'obtient pas de satisfaction à ses revendications.



Dans le souci d'un traitement équitable et juste de tous les fonctionnaires de la fonction publique l'Etat et des collectivités, le gouvernement de Transition avait parié sur une recette magique qui lui semblait être la solution à la grogne sociale, d'où l'adoption d'un décret pour unifier la grille salariale. Il n'en demeure pas moins que cette volonté politique s'est heurtée à la résistance de certains syndicats qui sont déterminés à défendre les intérêts de leurs syndiqués à tout prix. Les récents remous autour de l'adoption de la grille unifiée suscite des inquiétudes et des interrogations. Cependant, certains responsables syndicaux estiment que la grille unifiée est discriminatoire et crée plus de problèmes qu'elle n'en résolve. Après les syndicats de l'éducation signataires du 15 octobre 2016, la synergie des syndicats de la police nationale est montée au créneau pour dénoncer les failles qu'elle a constaté dans l'application de

la grille unifiée. Toute chose qui donne du grain à moudre aux autorités de la transition qui ne savent plus à quel saint se vouer. A l'appel de la synergie des syndicats de la police nationale, les policiers se sont massés comme un seul homme pour bâtir une digue de résistance en vue d'améliorer leur condition de vie et de travail. La synergie des syndicats de la police nationale est intraitable sur sa position. Elle dit ne pas se retrouver dans la grille unifiée qui lui a été octroyé à la suite de l'adoption du décret N°2021-0687/PT-RM du 28 septembre 2021 déterminant les modalités de transposition dans la grille unifiée, des personnels relevant des statuts des fonctionnaires de l'Etat, des collectivités territoriales, des statuts autonomes et des militaires. Décidément convaincue de sa démarche, la synergie des syndicats de la police nationale n'attend pas s'en accommoder comme d'une lettre à la poste. Elle soutient avec véhémence

sa position selon laquelle si l'idée de la grille unifiée était de rétablir la justice et l'équité entre les agents d'un même Etat, la police s'est vue fortement brimer avec l'adoption de ce décret qui, dans son esprit, devrait mettre au même niveau de traitement les fonctionnaires de l'Etat recrutés avec le même niveau académique. La synergie accuse les autorités d'élargir le spectre de l'injustice et de l'inégalité entre les fonctionnaires d'un même pays. Par conséquent, elle souhaite être associée à l'élaboration de la nouvelle grille. Faute de quoi, elle menace d'user des voies et moyens légaux dont elle dispose pour obtenir satisfaction à leur revendication.

Au regard de la volonté affichée par la synergie des syndicats de la police nationale, il est urgent pour le gouvernement de prendre des dispositions avant que la situation ne s'embrace.

■ Ibrahim Sanogo

Droits des personnes en situation de handicap : Le Capdh renforce les capacités des agents de structures de santé

La cérémonie de clôture de l'atelier de renforcement des capacités des agents des structures de santé du district de Bamako sur les droits des personnes en situation de handicap s'est tenue le jeudi 15 septembre à l'AGETIC. L'objectif général de cette activité est de renforcer les capacités de 40 agents des services de santé sur le handicap...

L'Etat du Mali a souscrit à plusieurs instruments juridiques internationaux des droits de l'Homme. Parmi ceux-ci, la Convention relative aux droits des personnes aux droits des personnes handicapées (CDPH). La CDPH - qui constitue historiquement le premier traité contraignant relatif aux besoins des personnes vivant avec un handicap de façon spécifique - encourage la sensibilisation de la société dans son ensemble aux droits des personnes vivant avec un handicap, pour promouvoir le respect et la lutte contre les préjugés. Elle reconnaît également que toutes les personnes en situation de handicap ont le droit de vivre dans la société au même titre que les autres personnes, ainsi qu'à y participer pleinement.

En outre, la Constitution malienne du 25 février 1992 dispose en son article 2 que « tous les Maliens naissent et demeurent libres et égaux en droits et en devoirs. Or, dans les faits, les personnes vivant avec un handicap sont des plus marginalisées et rencontrent des difficultés dans la jouissance de leurs droits fondamentaux. Confrontées à la discrimination, elles conséquemment très susceptibles de vivre dans la pauvreté, dans la mesure où elles ne jouissent pas d'un accès égal à l'emploi, à l'éducation, à la santé, aux soins, au logement, etc

Au cours de son allocution, Achérif Ag Assalat, chargé du volet « justice droit humains » au CapDH, a déclaré que la capacité des personnes vivant avec un handicap à participer à la société est souvent neutralisée par des environnements physiques, des systèmes de transport, d'information et de communication qui ne leur sont pas accessibles.

En ce sens, il a précisé que c'est conscient de cela, que le Centre d'assistance et de promotion des Droits Humains (CapDH) a tenu un atelier de renforcement de capacités à

l'adresse des membres des organisations de défense des droits de l'homme, majoritairement des personnes handicapées, sur les droits des personnes vivant avec un handicap et le plaidoyer / lobbying afin d'impulser un nouveau dynamisme en faveur de l'amélioration de leurs droits au Mali.

En effet, il a souligné que cette session a pour objectif de « faire en sorte que [...] les rapports des agents de santé avec les personnes vivants avec un handicap puissent [...] prendre en compte les besoins spécifiques de ces personnes ».

Et de poursuivre : « Le Mali a ratifié au niveau régional des traités internationaux. Et ces trai-

tés recommandent à ce que les personnes vivant avec un handicap soient traitées en toute humanité comme les autres personnes ».

A son tour, le Président de la plateforme handi-capable a remercié les partenaires qui ont appuyé cette initiative. « Nous avons le devoir d'être reconnaissant envers le CapDHC. Ce sont des approches qui sont indispensables parce que la dimension du handicap n'est pas cernée par tout le monde. Pour ce faire, il faut beaucoup de plaidoyers auprès de toutes les couches ». Et de conclure : « L'aspect médical est très important ».

■ Maffenin Diarra



Bataille pour le contrôle Talataye et environs à Gao : L'EIGS et le JNIM s'activent pour l'assaut final !

Plusieurs voix se sont levées pour condamner l'appel lancé par le général El Hadj Ag Gamou, demandant aux civils d'une zone du nord - récemment attaquée par des hommes de l'organisation Etat islamique - de fuir et de trouver refuge dans les villes. Le message audio circulant sur Whatsapp dans une langue locale a été diversement apprécié...

Prévenir vaut mieux que guérir, a-t-on coutume de dire. Et le général El Hadj Ag Gamou, pour ceux qui connaissent bien ce nom, doivent comprendre que ce message n'exprime ni la peur ni le recul ; mais la sagesse d'un homme ayant fait ses armes dans le combat des groupes armées terroristes au nord du Mali, en proie à une insécurité volatile. Aurait-il dû choisir le silence et déplorer les morts, alors qu'il pouvait quelque chose ? C'est méconnaître l'homme.

Selon certaines sources, les groupes terroristes se préparent pour un assaut final. Chaque groupe terroriste réunit les moyens logistiques et humains de son côté. L'on signale aussi des renforts venus des pays voisins.

«...Des batailles décisives sont en perspective

dans le nord du Mali entre les groupes djihadistes rivaux de EIGS et le JNIM. Actuellement chaque camp reçoit des renforts locaux sur base tribale et de l'étranger notamment d'Algérie, du Nigéria et de la Libye », a alerté notre confrère, Serges Daniel, Correspondant de RFI AU Mali.

Pour rappel, le général El Hadj Ag Gamou, figure emblématique du conflit malien, engagé dans les combats contre l'expansion du groupe Etat islamique au Grand Sahara (EIGS, affilié à l'EI), a déclaré qu'« il n'y a pas de forces armées ni aucune entité pour garantir la sécurité des populations dans ces zones », dans un message en langue tamashek. Cette sortie constitue un aveu de la gravité de la situation dans la région de Gao (nord). Il fallait donc

prendre la menace au sérieux.

La rareté des prises de parole du général Gamou aurait contribué à rendre ce message viral. Chef d'un groupe armé pro-gouvernemental, le Groupe d'autodéfense touareg Imghad et alliés (GATIA), El Hadj Ag Gamou reste officiellement général de l'armée nationale.

Récemment, l'ONU a exprimé sa préoccupation devant la situation d'escalade des attaques autour de Gao et, plus à l'Est, de Ménaka depuis plusieurs mois.

Le général Gamou parle précisément du village de Djebock et des localités voisines, entre Gao et Talataye. « Les ennemis prendront sûrement le contrôle de ces régions car aucune sécurité n'est là pour les en empêcher », dit-il en invitant les habitants à aller « s'installer dans de grandes villes pour leur sécurité et celle de leurs troupeaux en attendant le retour de la stabilité ».

Selon certaines sources depuis le partage de ce message, c'est le sauve-qui-peut. Les populations se vident dans la zone. Des ONG sont sollicitées pour leur venir en aide.

Récemment, des dizaines de civils ont été tués dans une attaque de Talataye par l'EIGS, la première d'une telle envergure contre la localité. Les djihadistes ont pris la ville avant de plier bagages quelques jours plus tard. L'EIGS multiplie depuis mars les offensives dans l'immense région de Gao et Ménaka.

Binadjan Dombia





Bientôt la rentrée académique 2022-2023



Apprendre pour réussir sa vie et dans la vie et servir l'humanité
Passez une année universitaire subliminale avec UCAO-UUBa

Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest
Unité Universitaire à Bamako



Hamdallaye - porte 85 - Rue 109
BP E4165 Bamako MALI



+223 20 29 56 31 / 20 29 56 28



ucao.uuba@gmail.com



Université catholique de l'Afrique de l'Ouest de Bamako



www.ucao-uuba.org



RENTREE

ACADEMIQUE

2022-2023

27 septembre: session de rentrée administrative

4 octobre: Session de rentrée pour les étudiants S3 et S5

3 octobre 2022: Messe d'ouverture de l'année Académique 2022-2023

7 octobre: Test et concours d'entrée Masters Droit, Licence Journalisme et Communication

Conseil de sécurité de l'ONU : La plainte du Mali contre la France prend une dimension africaine

A quelques jours de la 77ème session de l'Assemblée générale de l'ONU, les organisations des sociétés civiles et des diasporas des 15 pays africains d'expression française ont fait entendre leur voix par rapport à la plainte du Mali contre la France. Au nom du devoir de vérité et conformément aux buts de l'Organisation des Nations Unies définis à l'article premier de sa Charte, ces organisations de la société civile invite l'ONU à convoquer cette réunion d'urgence et d'inscrire la plainte faite contre la France à l'ordre du jour de la 77ème session telle que sollicitée par le Mali.

Le bras de fer entre le Mali et la France prend désormais une dimension africaine. Si les nations restent prudentes face à l'accusation faite par le Mali contre la France, la société civile n'a pas hésité à choisir son camp.

Dans une correspondance adressée au Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies, Antonio Guterres, le samedi 10 septembre 2022, les organisations des sociétés civiles et des diasporas des 15 pays africains d'expression française ont exhorté la tenue d'une

réunion d'urgence du Conseil de sécurité telle que sollicitée par le Mali, ainsi que l'inscription de la plainte du Mali contre la France à l'ordre du jour de la 77ème session de l'Assemblée générale de l'ONU qui débute le mardi 13 septembre 2022. En effet, elles estiment que la question de terrorisme sur laquelle le Mali accuse la France est si grave qu'il est important que toute la lumière soit faite là-dessus.

« Excellence Monsieur le Secrétaire Général, considérant le coût humain, économique et politique des activités des groupes terroristes

dans le Sahel, qui endeuillent et poussent chaque jour à l'exode des milliers de familles africaines, ce qui constitue un scandale inacceptable qui ne peut plus durer, nous vous invitons respectueusement mais instamment, au nom du devoir de vérité et conformément aux buts de l'Organisation des Nations Unies définis à l'article premier de sa Charte, à convoquer cette réunion d'urgence du Conseil sollicitée par le Mali, et à inscrire la question à l'ordre du jour de la 77ème session de l'Assemblée générale de l'ONU qui débute le mardi 13 septembre 2022 », ont-t-elles indiqué dans cette correspondance avant de souligner que la tribune des Nations unies est un créneau propice pour faire éclater la vérité. « Nous sommes convaincus que l'examen, à la tribune de l'ONU, de la saisine du Mali permettra la manifestation de la vérité concernant les graves accusations portées contre l'État français et la clarification des nombreux points d'ombre de cette guerre au Sahel liée aux groupes terroristes. Nous sommes intimement persuadés qu'il y va de l'avenir de la paix et de la sécurité au Sahel, ainsi que dans le monde », précisent-elles.

Issa Djiguiba
Source : LE PAYS



Plainte contre la France : Curieuse omerta au sein de la classe politique

Prête à dénoncer toutes les insuffisances, minimes soient-elles, dans la gouvernance des autorités de la transition, la classe politique, en majorité, garde un silence de sourd par rapport à la plainte du Mali contre la France au siège des Nations Unies. Cette indifférence commence à frustrer la population qui estime que beaucoup de ces hommes politiques sont à la « solde » du maître français.

Le Mali a déposé, le 16 août dernier, une plainte contre la France au Conseil de sécurité des Nations Unies. Dans ladite plainte, la France, alors partenaire privilégié du Mali dans la lutte contre le terrorisme, est non seulement accusée d'appuyer les forces du mal en renseignements et en armements, mais aussi d'avoir violé, à plusieurs reprises, l'espace aérien malien.

« Nous avons toujours dit ici au Mali que nous faisons toujours la différence entre les autorités actuelles en place et le peuple français que nous respectons énormément. Ces autorités se sont rendues coupables de beaucoup de choses, notamment les violations intempestives de l'espace aérien malien. Je ne pense pas qu'il y a un seul avion malien qui a une fois violé l'espace aérien français. On ne

peut même pas l'imaginer, on sait que la réaction aurait été autre. Ensuite, il faudrait rappeler le contexte. C'est la France, pour reprendre l'expression du Premier ministre Choguel Kokalla Maïga, qui a décidé de nous abandonner en plein vol en mettant fin à cette coopération de défense qui nous liait sans avertissement, sans plan, sans nous prévenir », a affirmé le Premier ministre par intérim dans une interview accordée à la télévision nationale.

Il a ajouté que le Mali a été victime des violations intempestives de son espace par les avions français. « En plus de cela, on le dit vraiment sans aucune démagogie, sans aucune manipulation, ces autorités se sont rendues coupables de fournir des renseignements et des armes à des groupes terroristes. Ce qui

est inimaginable de la part d'un pays étant membre permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies et disposant d'un droit de veto », a-t-il indiqué, avant de préciser : « Nous avons introduit une plainte avec des preuves à l'appui. Tous les cas de violation ont été bien documentés. Nous avons bien entendu d'autres preuves qui seront présentées, car nous l'espérons, à la suite de cette session spéciale du Conseil de sécurité, que nous appelons de tous nos vœux », a déclaré le colonel Abdoulaye Maïga.

Le silence de la classe politique

Cette plainte du Mali contre la France a été commentée partout à travers le monde, par les plus grands médias. Au Mali, certaines organisations ont exprimé leur soutien au gouvernement de la transition. Certains groupements et partis politiques l'ont aussi fait.

Mais ce qui a surpris plus d'un, c'est le silence des partis et groupements politiques qui, à chaque insuffisance dans le gouvernement, attaquent les autorités de la transition et réclament l'inclusivité dans la gestion de la transition.

Excepté le président de la Codem, Housseïni Amion Guindo, l'écrasante majorité de la classe politique est restée silencieuse sur ce sujet. « Nous avons appris par voie de presse que nos autorités ont déposé une plainte aux Nations unies sur des questions vitales pour





notre pays.

Dans la dynamique d'un sursaut national, nous suggérons l'implication dans cette démarche des forces vives à travers les canaux appropriés. Nous croyons fermement que la défense de notre sécurité mérite l'implication de tous. En toute connaissance de cause, forts des éléments mis à notre disposition, nous serons fondés à les accompagner ou non. Le soutien international est certes une bonne chose, mais celui de toute la nation l'est encore davantage », avait écrit Poulo sur sa page Facebook.

Au-delà de lui, les multiples partis qui composent le Cadre d'échange n'ont daigné placer un mot concernant ce dossier. Ce n'est pas la première fois que la classe politique malienne brille par son silence. Elle l'a fait quand le président français a accusé le Mali « de combattre une ethnique » dans la lutte contre le terrorisme. Un tel discours qui met en danger la cohésion sociale entre tous les enfants du Mali n'a pas été condamné par la majorité de cette politique.

Elle a également brillé par son silence dans l'affaire des 49 militaires ivoiriens détenus au Mali depuis la mi-juillet. Pendant que les politiques ivoiriens, même ceux qui sont en dehors du pays, se sont prononcés sur le sujet, ceux du Mali y ont été indifférents.

Une loi du silence qui fâche

« Je n'avais confiance aux hommes politiques maliens, mais j'ai été renforcé dans ma position contre eux dans cette histoire de la plainte contre la France. Si c'était Choguel qui avait parlé de l'organisation des élections et parlait du changement dans la gouvernance, ils allaient sortir pour demander sa démission. Mais personne ne les entend parler de la plainte du Mali contre la France. Personne n'a entendu leur soutien envers le Mali. La raison est connue : ils ont peur de Macron », a déclaré Moussa Diarra, assis dans son grin à Baco-dji-

coroni. Comme lui, nombreux sont des Maliens qui se plaignent de ce silence de la classe politique, même si certains saluent le courage de ceux-là parmi eux qui ont pris position, dont Poulo.

« Je ne suis pas surpris que Paulo se prononce sur ce sujet. Je sais qu'il est différent des autres politiques et aime bien ce pays », nous confie un enseignant, probablement un soutien au président de la Codem.

B. Guindo





Le tandem "peuple – dirigeants" : Indispensable pour bâtir un "grand" pays

Il est important de distinguer "l'Homme d'État" de "l'Homme politique"
Docteur Choguel Kokalla MAIGA : de l'homme "politique" à l'homme "d'État".

Tout peuple a besoin de "Grands" Hommes qui le rassurent et sur lesquels il fonde ses espoirs, sa confiance en toutes circonstances. Ce sont des "Hommes d'Etat" protecteurs de leurs peuples. Un "Homme d'Etat" n'est pas forcément un "Homme politique".

Dans le temps et dans l'espace, des Hommes d'Etat se sont illustrés et ont marqué l'histoire de leurs pays. Les Présidents MANDELA, GANDHI, Habib BOURGUIBA, le Généraux Murtala MUHAMMED du Nigéria, Georges WASHINGTON, De GAULE, et bien d'autres ont été des grands "Hommes d'Etat" aux côtés de leurs peuples, avant d'être des hommes politiques. **Ils ont tous été des bâtisseurs.**

Parce qu'un "Homme d'Etat" défend, avant tout les frontières d'un Etat, ce qui fait de lui un "vrai patriote, un nationaliste, un souverainiste". Ensuite, il défend des valeurs sociales, de justice, d'équité, et "s'oublie" en défendant le bonheur, le bien-être, bref un idéal pour son peuple. En effet, la cupidité, le "moi et moi seul" sont des "traits caractéristiques" de la personnalité humaine, inconnus des bâtisseurs.

Les pères des indépendances Africaines Patrice LUMUMBA, Kwame KOUROUMA, Modibo KEITA, Amilcar CABRAL, Sékou TOURE, et bien d'autres étaient sans aucun doute des

"Hommes d'Etat".

L'ancien Président Tanzanien Julius NYERERE, d'abord Premier Ministre pendant un an, puis Président pendant plus de 19 ans, a été sans doute un grand homme politique devenu homme d'Etat par sa vision. En effet, il est arrivé à faire du "SWAHILI", la langue officielle de son pays. Au Parlement Tanzanien, les débats ont lieu concomitamment en Swahili et en Anglais, une réussite quasiment unique en son genre. Il en est de même des documents officiels du pays.

Ensuite, la Tanzanie a connu un autre grand homme d'Etat, le Président feu John MAGUFULI qui a amorcé le décollage économique du pays. Dans le classement de la Banque mon-

diale selon le Produit Intérieur Brut, (PIB), l'indice de création de richesse, la Tanzanie se hisse aujourd'hui dans les dix premières économiques du continent.

De nos jours, on pourrait classer le Président Paul KAGAME parmi les grands hommes d'Etat.

La politique est l'art de la conquête, de l'exercice et de la conservation du pouvoir. Beaucoup d'Hommes politiques ne sont pas des "Hommes d'Etat". Sans doute, parce qu'en général, ils ne défendent pas un idéal, un objectif de bonheur des populations. Ils ne sont qu'à la conquête du pouvoir.

Alors, ils veulent être connus par tout le monde, ils sourient à tout le monde, promettent à tout le monde, parlent du bien de tout le monde. Les actions de communication pour la visibilité, n'ont point de limites. On va jusqu'à prendre du plaisir de s'afficher avec des populations dans le malheur, faisant croire qu'on est à leur côté.

Véritables opérations de charmes, dans leurs costumes de séduction, ils veulent plaire à tout le monde. **Quelle opération difficile, très difficile, voire impossible !!!**





Cherchant à éviter les frustrations à tout prix, **ils prennent rarement une position claire sur les grands problèmes du pays**. On pourrait dire que ceci explique cela, mais ils ne se prononcent jamais de façon claire. Par exemple, en mettant la jeunesse et les femmes au-devant des discours, on pourrait dire qu'ils pensent à elles, mais ils élaborent rarement des programmes économiques clairs en leurs endroits.

Les Hommes d'Etat ne transigent pas sur les "valeurs et l'idéal" qu'ils défendent et donc sur les voies et moyens permettant de réaliser leurs rêves. A l'opposé, les Hommes politiques, sont toujours dans des hésitations, le flou, les « attendons de voir », comme s'ils ne veulent jamais s'assumer contrairement à l'Homme d'Etat qui prend clairement ses responsabilités en relations avec les objectifs poursuivis.

Quand on n'a pas d'objectifs clairs à atteindre, qu'est-ce qu'on devient ? « Il n'y a pas de vent favorable pour le marin qui ne sait où il va », a dit Sénèque, philosophe et homme d'Etat romain du 1er siècle. Du coup, ils apparaissent comme des menteurs, parce qu'ils ne tiennent pas leurs paroles, encore moins leurs promesses, et ainsi de la sorte, ils trahissent tout le monde. Ils font de la "politique sans grande vertu", ce qu'on appelle la « politique politicienne ».

Alors que, mieux vaut avoir des convictions à défendre, cesser de faire le caméléon et faire de la constance dans ses prises de positions un "principe directeur", car au final, « l'Homme ne fait qu'accomplir son destin ». On ne sera jamais ce qui n'est pas dans son destin. Le peuple n'a pas d'autres choix que de soutenir l'Homme d'Etat.

Le Président Vladimir POUTINE est avant tout

un "Homme d'Etat" avant d'être un homme politique. Il défend la grandeur légendaire de la Russie, les frontières géographiques, l'histoire, la fierté, les valeurs du peuple Russe et anticipe, en bon visionnaire, sur les menaces qui pourraient peser à court, moyen et long

terme sur ce peuple.

Quel objectif noble apprécié par 87 pays sur 175 votants, qui l'ont soutenu lors du vote le 07 avril 2022 des sanctions contre la Russie à l'ONU!!!

L'homme d'Etat a aussi besoin du soutien du peuple pour faire avancer les grands chantiers et projets. Combien sont-ils ces millions de Russes intellectuels : historiens, sociologues, anthropologues, ingénieurs, juristes, économistes, financiers, médecins et autres scientifiques, qui sont aussi dans le combat pour défendre la fierté de la grande Russie ? Ils constituent les fondations, les piliers du système que le Président POUTINE écoute attentivement.

On peut ou ne pas aimer le Premier Choguel Kokalla MAIGA, pour diverses raisons, cela est humain. Personne n'a la prétention de plaire ou de convaincre tout le monde.

Mais une chose est sûre, à la Tribune des Na-

Royaume-Uni : La reine est morte, Vive le Roi!



Visite ministérielle au centre d'instruction de Bapho : Au-delà du tourisme et des selfies



Financements de l'État : Les recours aux marches des capitaux



tions Unies le 26 Septembre 2021, il a troqué le **Costume d'homme politique** contre celui d'**homme d'Etat**. Il ne cherchait à plaire à personne, à ni l'opposition interne, ni à ses partisans, ni aux partenaires internationaux. **Ayant tiré les piètres résultats de 10 années de lutte contre le terrorisme de la mission Onusienne MINUSMA dans notre pays, Choguel ne voyait que le Mali "souverain", en paix dans ses dimensions géographiques, historiques, identitaires, culturelles et économiques sans oublier les souffrances qu'endurent les populations depuis bientôt dix ans. Quel courage, quel admirable courage !!!**

Dans un monde où le Noir est encore « méprisé, opprimé » avec tous les sens que l'on pourrait donner à ces mots, dans une Afrique toujours meurtrie par les « impérialistes colonisateurs », des centaines de millions de personnes à travers le monde, soutiennent le Mali, dans ce combat contre ces nouveaux genres envahisseurs, dont Choguel a donné le premier coup de canon.

Il ne fait aucun doute que les Autorités de la Transition mesurent à sa juste valeur les attentes des millions de personnes assoiffées de considérations et de respect pour le continent.

Mais aussi le Mali a besoin d'Homme d'Etat pour son décollage économique. L'économie est notre cheval de bataille. Depuis 2015, nous faisons des publications contributives. Sans indépendance économique, il serait très difficile de prétendre à la souveraineté.

Nous l'écrivions encore dans une publication intitulée « Le capitalisme aux abois, parce qu'il n'y aura plus de Nouvel Âge d'or », parue dans

les « Echos Hebdo » N°1692 et dans "Mali-Kilé" N°1178 du Vendredi 02 septembre 2022. Tant que nous ne mettrons pas en place un « modèle économique » permettant au pays de "s'approprier" de son économie, les relatives indépendances politiques et militaires risquent d'être de courte durée.

En effet, le pays dépend fortement des importations. La politique agricole en place n'a pas permis d'atteindre l'autosuffisance alimentaire. Le pays ne contrôle plus son "ciel", faute de "Société d'Etat de télécommunication". Beaucoup de banques ont leurs "Centres de prises de décisions" situés hors du territoire national, ce qui pourrait impacter négativement les financements de l'économie. L'économie est contrôlée à plus de 70% par les multinationales. Et le comble, la monnaie est fabriquée et livrée par l'ancienne puissance coloniale avec qui, les relations ne sont pas des meilleures.

« L'industrialisation est une question de volonté politique » avons-nous toujours dit. Il est vrai que cette « guerre nous est imposée » comme l'a toujours dit l'intellectuelle ministre Mme Aminata D. TRAORE.

Agressé, sous prétexte, de la lutte contre le terrorisme, on pourrait dire que notre pays est dans une situation de "légitime défense".

Mais comment peut-on expliquer que l'on ait de l'argent pour faire la "guerre militaire" et que l'on n'en ait pas pour faire la "guerre économique", c'est-à-dire créer à travers tout le pays, des dizaines de petites et moyennes industries dans l'agro-alimentaire, les matériaux de construction, les médicaments, le textile, les engrais, les mines, etc pour réduire la dépendance extérieure du pays ?

Comment peut-on expliquer que l'on ait de l'argent pour faire la "guerre militaire" et que l'on n'en ait pas pour équiper nos hôpitaux, écoles, universités, construire le citoyen de demain et en même temps éviter les fuites de milliers de milliards de capitaux, en évacuations sanitaires et frais d'études à l'étranger ?

Encore une illustration parfaite de l'adage selon lequel « quand on veut, on peut ». Sans aucun doute, le développement économique et social d'un pays est avant tout une affaire de "volonté politique".

Nous souffrons énormément, mais les générations futures immédiates, en d'autres termes nos enfants, petits-enfants et autres risqueront de payer plus cher notre immobilisme, notre inaction, notre « mal à la volonté » en faveur du développement de notre pays. Des gens pensent que leurs petits confort d'aujourd'hui mettent eux et mettront toujours leurs progénitures à l'abri.

En conclusion de ce papier, il apparaît que **le caractère, la fermeté, la constance dans les prises de positions, la prise de risques et le courage sont des qualités communes aux grands Dirigeants, aux Hommes d'Etat.**

En dépassant la peur, ils affichent un courage exceptionnel, sans lequel, ils ne pourraient pas surmonter les obstacles et autres difficultés qui se dressent sur leurs chemins.

Il faut bien comprendre que ces qualités, en grande partie **"innées", sont celles d'un leader**. On ne peut pas se les attribuer, donc il paraît insensé de s'autoproclamer leader. Ce sont les épreuves et les événements, en règle générale les circonstances qui font éclore les leaders.

Aussi indiscutable, l'Homme d'Etat connaît l'histoire de son peuple, ce qui fait de lui, forcément un "patriote bâtisseur". La connaissance de l'histoire est capitale dans la vie des pays, dans le combat des races et des peuples pour le progrès. Quand on ne connaît pas son histoire, on court deux grands risques : celui de ne rien faire pour préserver les flammes des "périodes glorieuses" et le risque de revivre les périodes sombres, les pires atrocités endurées par ses ancêtres.

Siné DIARRA

Expert-Comptable, Essayiste.
Bamako – Mali.

1ère édition du SENARE : Pour l'unité des maliens dans la diversité culturelle !

Une semaine pour les maliens de se réconcilier. Et de bâtir une paix durable. Telle est l'idée qui sous-tend la semaine nationale de la réconciliation (SANARE), placée sous le thème : « faisons de la diversité un atout pour la cohésion sociale au Mali ».



Le Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta, a, officiellement, lancé, le jeudi 15 septembre 2022, la semaine nationale de la réconciliation, au Centre international de conférence de Bamako. C'était en présence du Premier ministre par intérim, le Colonel Abdoulaye Maïga, du Président du Conseil National de Transition, le Colonel Mallick Diaw, du Ministre de la Réconciliation, de la paix et de la cohésion nationale, chargé de l'Accord pour la paix Réconciliation nationale, le Colonel Major Ismaël Wagué, des membres du gouvernement, des diplomates accrédités auprès de la République du Mali et de plusieurs notables.

Pour rappel, la semaine couvrant la semaine du 15 au 21 septembre 2022, a été instituée en 2019 par la loi d'entente nationale en son article 7. L'objectif principal de la semaine nationale de la réconciliation consiste à mobiliser toutes les filles et tous les fils du Mali de l'intérieur comme de l'extérieur autour des idéaux de paix, de tolérance, de cohésion, pardon, de vivre-ensemble, de réconciliation et

de devoir d'assistance mutuelle pour la stabilité de la nation malienne. La semaine sera marquée par des activités éducatives, sportives, socioculturelles, culturelles ainsi que des activités de communication et de sensibilisation sur les questions de paix et de réconciliation.

Le ministre de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion Nationale, chargé de l'Accord pour la Paix Réconciliation nationale, Col Major Ismaël Wagué, est revenu sur les valeurs qui ont caractérisé le Mali. « Cette grande et vieille nation dont nous avons hérité de nos ancêtres qui s'est construit au fil des ans et au prix des sacrifices est le fruit de la rencontre entre plusieurs civilisations qui, à force de commerce, de guerres, d'alliances, ont fini par se retrouver autour des valeurs communes, d'institutions communes, de religions partagées, pour enfin bâtir une identité collective sans préjudice pour la particularité de chacune de ces composantes. Cette consolidation pacifique jadis tant

magnifiée a été perturbée aujourd'hui par des conflits fratricides et de massacres dont le plus violents ont été commis au centre et nord de notre pays. Face à ce tableau sombre de notre histoire, nous devons prendre toutes les mesures visant à sauvegarder la paix et à renforcer la cohésion entre les filles et les fils du pays car il est de la responsabilité de tout citoyen malien d'en prendre garde ; personne ne peut s'en écarter, s'en exclure ou s'en dérober. La préservation de la paix doit être notre quotidien. Le dialogue et la concertation notre mot d'ordre afin que nos différends puissent se régler par la voie pacifique. C'est pourquoi nous avons décidé de lancer cette semaine. Il s'agira de réussir une bonne sensibilisation et une forte mobilisation des citoyens pour relever le défi de vivre ensemble et la réconciliation », a fait savoir le ministre Wagué.

Pour le Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta, cette cérémonie est à plus d'un



titre une lueur d'espoir pour le Mali dans sa démarche courageuse pour la réconciliation et la paix. La grande mobilisation à cette première édition de la semaine nationale de la réconciliation en constitue un témoignage éloquent. « Depuis une décennie, notre pays traverse une crise multiforme marquée par des conflits fratricides, dévastateurs qui n'ont eu de cesse d'opposer familles, communautés et individus dans nos terroirs. Au fil de ces conflits, le tissu social s'est progressivement fragilisé avec son corollaire de détérioration du vivre-ensemble et du brassage culturel qui ont toujours caractérisé le Mali, berceau des grands empires. Face à cette situation de nature à compromettre la cohésion sociale, les pouvoirs publics ont initié de nombreux mécanismes de résolution des crises dont l'institution d'une semaine nationale de la réconciliation, demandée par les maliens lors de la conférence d'entente nationale tenue en 2019. Cette semaine qui participe d'un esprit de promotion des valeurs fondatrices de notre vie sociale à savoir entre autres : la solidarité, l'humilité et le pardon », a-t-il précisé.

Le Chef de l'Etat, le Colonel Assimi Goïta, reste persuadé que les maliens saisiront cette opportunité pour panser les plaies malheureusement causées par l'incompréhension et prévenir d'autres blessures. « C'est pourquoi, il revient à l'ensemble du peuple malien s'investir particulièrement à développer l'esprit de pardon et de réconciliation en se focalisant sur ceux qui nous rappro-

chent plus que sur ceux nous éloignent les uns des autres. Par les temps qui courent, le Mali en a fortement besoin. Cette volonté a été traduite par les dispositions de la loi d'entente nationale à partir de laquelle nous avons pris l'arrêté N°2021-5480 MRNCN-SG du 27 décembre 2021 fixant la semaine allant du 15 au 21 septembre de cette année comme semaine nationale de la réconciliation », a-t-il expliqué.

Réconcilier les maliens !

Habité par l'optimisme, le Colonel Assimi Goïta, estime que cette semaine est une aubaine pour chasser les démons de la division et de la terreur afin que germent les perspectives de développement, facteur d'épanouissement collectif. « Il est donc de notre

devoir de créer les conditions d'un retour à nos valeurs séculaires pour réconcilier les communautés, réconcilier l'Etat et les citoyens, en somme réconcilier l'ensemble des composantes de notre pays afin de faire émerger une unité nationale plus solide, car, ancrée dans les valeurs d'écoute mutuelle et de pardon. C'est à ce prix que nous pourrions utilement orienter nos énergies ainsi que nos intelligences vers le développement réel de notre pays. C'est donc dire que la semaine nationale de la réconciliation est celle de toutes les maliennes et de tous les maliens sans distinction de localité. C'est la raison essentielle pour laquelle elle doit rayonner sur tout le pays », a-t-il assené.

Le Chef de l'Etat est sûr que la dynamique engagée depuis le début de cette transition viendra à bout des forces du mal qui seront mis en déroute partout où ils auront élu domicile sur notre territoire. « Je lance un appel solennel à nos frères des mouvements signataires de l'accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger, le temps est venu de passer à l'union sacrée pour une nation et une armée refondée, bâtie sur la volonté commune de ses filles et fils, de relever les défis qui sont les nôtres. Le temps est venu de faire le sacrifice des considérations subsidiaires au bénéfice de l'intérêt supérieur de nos populations et notre patrie commune », a-t-il clamé de toutes ses forces.

■ Ibrahim Sanogo



Affaire des 46 ivoiriens arrêtés : Le NON du Mali au chantage et à l'intimidation



Comme une réponse de la bergère au berger, le Mali prévient : « **pour le respect de sa souveraineté, sa sécurité nationale et aux intérêts vitaux de son peuple, il ne cédera à aucun chantage ou intimidation** ». C'est sa réponse aux menaces de la Côte d'Ivoire sur une saisine d'instances internationales pour connaître du dossier de ses 46 ressortissants encore détenus au Mali et sur ses accusations de « chantage et de prise d'otages ».

En effet, « **Le Gouvernement de la Transition souligne que c'est exclusivement en sa qualité de Président du Conseil Supérieur de la Magistrature que le Colonel**

Assimi Goita, Président de la Transition, Chef de l'État, a indiqué à la partie ivoirienne, la nécessité de considérer la situation de certains Maliens, objet de mandats d'arrêts internationaux ».

C'est donc en tirant ces propos de leur contexte, que le Gouvernement ivoirien tente de transformer un dossier judiciaire en une crise diplomatique et par conséquent de saisir la CEDEAO. Face à cette manœuvre, « **le Gouvernement de la Transition souligne qu'il n'est nullement concerné par cette procédure devant l'instance communautaire. Aussi, il indique à la CEDEAO que l'affaire des 49 mercenaires ivoiriens est pure-**

ment judiciaire et bilatérale, il met en garde contre toute instrumentalisation de la CEDEAO par les autorités ivoiriennes pour se soustraire de leur responsabilité, vis - à - vis du Mali ».

Dont acte et exit la CEDEAO et son projet de sommet extraordinaire hors-continent, pour ne pas dire hors sol, à ...New-York. Et pour le Mali l'« unique cadre de règlement du dossier des 49 mercenaires ivoiriens » est et demeure médiation de la République Togolaise

En encadré le communiqué n° 38 du Gouvernement de la Transition

MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE
ET DE LA DÉCENTRALISATION,
PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT



REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi

COMMUNIQUE N° 38 DU GOUVERNEMENT DE LA TRANSITION

Le Gouvernement de la Transition a suivi avec une très grande préoccupation et une profonde stupéfaction le Communiqué du Conseil National de Sécurité de la Côte d'Ivoire, tenu le mercredi 14 septembre 2022, au sujet des 49 soldats ivoiriens, arrêtés à l'Aéroport international Président Modibo KEITA Bamako-Senou le 10 juillet 2022 et contre lesquels la justice malienne a ouvert une procédure d'information judiciaire pour des faits graves touchant entre autres, à la sécurité nationale et à la sûreté extérieure de l'Etat.

Le Gouvernement de la Transition rappelle à l'opinion publique nationale et internationale que, par Communiqué N°034 du 11 juillet 2022, il a expliqué en détails, les conditions illégales dans lesquelles ces forces étrangères, dont une trentaine des forces spéciales, sont arrivées au Mali en possession d'armes et de munitions de guerre, sans ordre de mission, ni autorisation, tout en dissimulant les identités et leurs professions réelles de militaires ainsi que l'objet précis de leur présence sur le sol malien.

En outre, contrairement à la déclaration des Autorités ivoiriennes, la MINUSMA, officiellement saisie du statut de ces militaires par le Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale avait clairement indiqué dans sa Note verbale référencée : MINUSMA/PROT/NV/226/2022 du 27 juillet 2022, que ces soldats ne faisaient pas partie des éléments nationaux de soutien. Par conséquent, aucune base légale ne saurait, à présent, justifier, ni leur présence, encore moins leur mission au Mali.

De même, le Directeur en charge des questions africaines au Ministère des Affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne, reçu en audience le lundi 07 août 2022 au Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, avait clairement indiqué qu'aucune Agence allemande, encore moins le Gouvernement,

n'avait de lien contractuel avec les "éléments ivoiriens arrêtés à l'aéroport ". Par conséquent, son pays n'avait rien à y voir, ni de près ni de loin, avec les personnes arrêtées.

Malgré la gravité des faits qui entourent cette affaire, le Mali a bien voulu accompagner les efforts de médiation de la République Togolaise, unique cadre de règlement du dossier des 49 mercenaires ivoiriens.

Dans le communiqué du Conseil National de Sécurité du 14 Septembre 2022, le Gouvernement ivoirien insiste sur son innocence et celle des 49 militaires arrêtés. En conséquence, le Gouvernement de Transition note avec une profonde stupéfaction que le Gouvernement ivoirien vient de se dédire en l'espace de 11 jours. En effet, il a reconnu sa responsabilité dans sa déclaration officielle lue par le Ministre Directeur de Cabinet du Président de la République de Côte d'Ivoire, Monsieur Fidèle SARASSORO, le 03 septembre 2022 à Lomé en ces termes : « la Côte d'Ivoire déplore que des manquements et des incompréhensions aient été à l'origine de cet évènement fortement regrettable. La Côte d'Ivoire, soucieuse de maintenir des relations de bon voisinage avec le Mali, s'engage à respecter les procédures des Nations Unies, ainsi que les nouvelles règles et dispositions maliennes édictées relatives au déploiement des forces militaires au Mali ».

Un tel revirement grave de la part d'autorités étatiques ne visent qu'à manipuler et à entraver la manifestation de la vérité.

Animé d'une volonté d'adversité, le Gouvernement ivoirien accuse le Mali d'avoir pris en otages les Militaires ivoiriens, en faisant fi des conditions obscures et des manquements ayant entraîné l'inculpation par la justice malienne des 49 mercenaires ivoiriens.

Le Gouvernement de la Transition souligne que c'est exclusivement en sa qualité de Président du Conseil Supérieur de la Magistrature que le Colonel Assimi Goïta, Président de la Transition, Chef de l'Etat, a indiqué à la partie ivoirienne, la nécessité de considérer la situation de certains Maliens, objet de mandats d'arrêts internationaux.

C'est cette attitude responsable du Président de la Transition qui a été malheureusement perçue par les autorités ivoiriennes comme une prise d'otages.

A la décision du Gouvernement ivoirien d'avoir transformé un dossier judiciaire en une crise diplomatique et par conséquent de saisir la CEDEAO, le Gouvernement de la Transition souligne qu'il n'est nullement concerné par cette procédure devant l'instance communautaire. Aussi, il indique à la CEDEAO que l'affaire des 49 mercenaires ivoiriens est purement judiciaire et bilatérale, il met en garde contre toute instrumentalisation de la CEDEAO par les autorités ivoiriennes pour se soustraire de leur responsabilité, vis-à-vis du Mali.

Le Gouvernement de la Transition, tout en réitérant son attachement à la paix, à la sécurité et aux relations séculaires de bon voisinage, précise que pour le respect de sa souveraineté, sa sécurité nationale et aux intérêts vitaux de son peuple, il ne cédera à aucun chantage ou intimidation.

Que Dieu bénisse le Mali et préserve les maliens!

P.J :

1. Communiqué N034 du 11 Juillet 2022 du Gouvernement de Transition;
2. Note Verbale de la MINUSMA, référence : MINUSMA/PROT/NV/226/2022 du 27 Juillet 2022.

Bamako, le 15 septembre 2022

**Le Ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation,
Porte-parole du Gouvernement, Premier ministre par intérim**



Colonel Abdoulaye MAIGA

Chevalier de l'Ordre National

Chanson dédiée à Assimi Goïta : La polémique



La chanteuse ivoirienne Aïcha KONE vient de dédier une chanson au président de la transition malienne, dans laquelle elle lui fait des louanges tels que : « Assimi GOÏTA fait un combat pour l'Afrique. Il faut l'aider » ; « Ils ont tout fait, mais le Mali n'a pas cédé à l'esclavage. Assimi GOÏTA, j'ai confiance en toi » etc... La publication de ce single, a mis le feu sur la toile. Sur chacune des pages Facebook ou tweeter, c'est la polémique. Si beaucoup avancent que c'est par une pure provocation que Aïcha KONE ait dédié cette chanson à GOÏTA, parce qu'elle est « un pion de Gbagbo » ; en revanche certains facebookers accueillent très bien ladite chanson.

Mohamed Doumbia : hum ! Ceux que ses gens-là ont montré à nos parents, lors de la crise de 2002 et de 2010, c'est Dieu seul qui connaît. Elle profite juste de la situation, car elle n'aime pas ADO c'est tout. Je suis en Côte d'Ivoire et je sais de quoi je parle.

Mahamane Albert Coulibaly: les pros Gbagbo n'ont jamais aimé les étrangers précisément Maliens, ils profitent de la situation pour faire mal à Alassane.

Amadou Dembele: merci infiniment Maman Africa, que Dieu te bénisse abondamment, tu sais apprécier l'homme à sa juste valeur.

Karamoko Awa Stéphanie: ce n'est pas vous how ! C'est notre Président Ouattara qui vous donne le nom ; sinon, est ce que Aïcha KONE était obligé de passer par là pour nous présenter sa nationalité ? Que Dieu protège nos 46 soldats séquestrés par votre Assimi.

Aboubacar Sissouma: merci à la maman Aïcha KONE pour cette marque de reconnaissance à

un fils qui tente de sauver son pays !

Emily Flynn: ça ne m'étonne pas, car on connaît sa méthodologie, elle est toujours à la recherche d'un président pour l'entretenir comme d'habitude. Rappeler-vous de ces rapports avec Dadis, et le petit frère de Blaise COMPAORE.

Coulibaly Abdoul Rhamane Sango: ma chère, en Côte d'Ivoire tout le monde sais la haine que tu as envers ADO. Vous pensez qu'à travers le Mali, vous pouvez faire tomber ADO ? Ce que ton mentor Gbagbo n'a pas pu faire, ce n'est pas toi qui pourras le faire, ADO est juste béni !

Souleymane Togola: avec des personnes pareilles, comment l'Afrique peut se retrouver ? Aïcha KONE, Assimi GOÏTA est loin d'être celui que tu veux présenter au monde comme un héros, parce qu'il n'a pas fait d'exploit au Mali, à part de créer des conflits avec les autres pays. Le destin d'ADO n'est pas lié à toi.

Djibril Coulibaly: le combat de Assimi GOÏTA n'est aucunement le combat de l'Afrique mais plutôt son propre combat !

Lassina Bagaya: ceux qui se ressemblent s'assemblent toujours. Artistes, politiciens, militaires, diplomates, tous ceux qui ont la foi de la liberté de l'Afrique, se comprennent toujours. Ce que Aïcha Koné vient de faire, ce sont plutôt tous les rasta-mens africains qui se disent révolutionnaires pour la cause de l'Afrique, qui devraient être les premiers à chanter les louanges de ce digne fils de l'Afrique (Assimi GOÏTA).

Coulibaly Zié: si un artiste malien n'avait chanté les louanges de la Côte d'Ivoire pour

narguer le Mali, vous l'auriez crucifié d'injures et autres noms d'oiseaux et de traîtrise. C'est indigne de Aïcha Koné!

KOFFI Lee: c'est l'œuvre d'un Artiste, s'il vous plaît, prenons la pour l'écouter et, voire de quoi il s'agit, sans chercher à juger inutilement avec les émotions. Dieu nous garde et nous guide dans la sagesse de comprendre le prochain sans faire de tort à des innocents. DIEU EST AMOUR

JPF-ERRY: merci au Bon Dieu de l'avoir inspirée pour élever Assimi Goïta. Ceux dont le diable inspire chanteront pour Ouattara.

Thiesco Touré: de la provocation inutile! Vu le contexte entre nos deux pays, ce single devrait attendre, histoire d'aplanir le différend. Mais bon! On n'est en tout cas pas loin de l'irresponsabilité.

Claude Rv: qu'elle prépare ses valises avant de sortir son album. Elle sera accusée d'entente avec l'ennemi, tout comme Mme GBALET. Chris YAPI l'a dit, les artistes sont réprimés en Côte d'Ivoire.

Coulibaly: bravo à toi Aïcha. On attend cette chanson avec impatience. C'est une artiste qui est restée constante et loyale. Ce n'est pas une nomade politique ! Quand les divas se mêlent d'une affaire, c'est que, c'est du sérieux mais, que le président Assimi ne s'en ivre pas ! N'en déplaise aux esprits chagrins, nous écouterons et danserons au son de cette œuvre musicale sous tous les cieux.

Source : InfoMatin

Joao Lourenço : L'héritier du parti historique qui reste à la tête de l'Angola

Ancien militaire investi pour un second mandat, le président angolais Joao Lourenço doit faire face à l'impopularité grandissante du parti au pouvoir, dans un pays en grande difficulté économique et dont les immenses richesses naturelles n'ont profité qu'à une infime portion de la population. A 68 ans, celui qui est surnommé "JLo" a été reconduit après la victoire aux élections fin août du Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA), au pouvoir depuis l'indépendance du Portugal en 1975.

Dans ce scrutin serré, le parti a enregistré son pire score (51,17%) et perdu la majorité des deux tiers au Parlement qui lui permettait jusqu'ici de passer des lois sans le soutien d'un autre parti.

Dans un contexte de grande pauvreté, d'inflation galopante et de grave sécheresse, l'opposition a gagné du terrain (43,95%), notamment auprès de la jeunesse qui réclame des emplois et une vie meilleure.

M. Lourenço a été élu une première fois en 2017, sur l'engagement de mener des réformes radicales et la promesse d'un "miracle économique". Héritant d'un pays dépendant du pétrole et en récession, il monte alors un ambitieux plan de réforme visant à varier les sources de revenus et privatiser les entreprises publiques.

Mais la majorité de la population n'a pas bénéficié de ces mesures et la moitié des 33 millions d'Angolais vivent toujours sous le seuil de pauvreté.

Lors de son investiture à un second mandat jeudi à Luanda, le président a promis de meilleurs salaires et des emplois. Il n'a fait aucune référence à lutte contre la corruption.

Dauphin désigné de José Eduardo dos Santos, M. Lourenço avait surpris en limogeant dès le début de son premier mandat dirigeants d'institutions et d'entreprises ainsi que chefs de l'appareil sécuritaire proches de son prédécesseur. Le clan dos Santos a dénoncé une "chasse aux sorcières".

Président omnipotent durant 38 ans, dos Santos est accusé d'avoir largement détourné les ressources du pays riche en pétrole au profit



de ses proches. La victoire de M. Lourenço aux dernières élections a été annoncée le lendemain des funérailles nationales de ce dernier, décédé en juillet en Espagne sans jamais avoir été inquiété par la justice.

Beaucoup jugent aujourd'hui que l'opération "mains propres" a été sélective et politiquement motivée. Et certains analystes estiment que l'ex-général d'artillerie continue dans la droite ligne de son prédécesseur à réprimer toute dissidence.

Traversée du désert

Joao Manuel Goncalves Lourenço, originaire de Lobito (ouest), a combattu dans sa jeunesse le Portugal. Après l'indépendance, il participe à l'interminable guerre civile (1975-2002) qui éclate entre le gouvernement du MPLA et les rebelles de l'Unita, devenu le premier parti d'opposition.

Comme nombre de dirigeants en pleine ascension pendant la décolonisation, il est formé en Union soviétique. Il devient chef politique de la branche armée du MPLA pendant la guerre civile, un conflit de Guerre froide qui voit Cuba soutenir le MPLA alors que des milices sou-

tenues par la CIA le combattent.

Devenu gouverneur de la province de Moxico (est) dans les années 1980, il gravit rapidement les échelons au sein du MPLA, dirigeant son groupe parlementaire avant de devenir vice-président du Parlement.

C'est paradoxalement son ambition qui manque de mettre fin à sa carrière. M. Lourenço ne réussit pas à cacher son désir de succéder à dos Santos, au tournant des années 1990-2000, ce dernier le met alors sur la touche.

Après une traversée du désert, il est nommé ministre de la Défense en 2014 avant d'être finalement désigné successeur. Les réformes qu'il mène une fois au pouvoir sont saluées à l'étranger où sa réputation reste plutôt solide. M. Lourenço a récemment joué un rôle de médiateur dans des pourparlers entre Kinshasa et Kigali, dans un contexte d'escalade des tensions entre ces voisins.

Il est marié à Ana Dias Lourenço, ancienne ministre qui a aussi représenté l'Angola à la Banque mondiale. Ils ont six enfants.

AFP

Cybercriminalité : Le père d'un Français incarcéré au Maroc déplore le "mutisme" de Paris

Le père de Sébastien Raoult, un ex-étudiant français incarcéré au Maroc et menacé d'extradition aux Etats-Unis qui l'accusent de cybercriminalité, a déploré dans un entretien à l'AFP à Rabat "le silence et le mutisme" des autorités françaises.

Paul Raoult et son épouse ont pu rendre visite pour la première fois mardi et mercredi à leur fils détenu depuis le 2 juin à la prison de Tiflet 2, près de Rabat.

"Physiquement, il va bien, visiblement il mange bien. Son état mental est toujours aussi fort. Il ne se laisse pas du tout abattre, il est dans un bon état d'esprit", a déclaré M. Raoult à l'AFP mercredi.

"On l'a vu une bonne demi-heure à chaque fois, hier et ce matin, dans un parloir aménagé", a ajouté le père qui a été reçu avec son épouse "pendant plus de deux heures" mardi au consulat général de France à Rabat.

Sébastien Raoult est accusé par la justice américaine de "complot en vue de commettre fraude et abus électronique", "vol d'identité grave", et d'être un membre des "ShinyHunters", groupe de "cybercriminels" soupçonnés par la justice américaine d'être derrière des cyberattaques d'entreprises. Parmi les victimes figurerait Github, propriété du géant américain de l'informatique Microsoft, selon des experts interrogés par l'AFP.

Les autorités américaines réclament l'extradition de l'ex-étudiant en informatique âgé de 21 ans, originaire d'Epinal (est de la France). Il a été arrêté le 31 mai à Tanger (nord du Maroc) sur la base d'une notice rouge émise par Interpol à la demande de la justice américaine, alors qu'il s'appêtait à prendre l'avion pour rentrer en France.

Depuis son incarcération au Maroc, Sébastien Raoult a bénéficié de quatre visites consu-

lares. Il dispose d'un lit et partage une cellule avec sept codétenus. Mais son père assure n'avoir "à ce jour toujours aucune nouvelle, aucune information d'aucun ministère en France".

"Tous gardent un silence et un mutisme à notre égard", regrette-t-il après avoir écrit au président français, Emmanuel Macron, à la Première ministre Elisabeth Borne et aux ministères de la Justice et des Affaires étrangères.

Début août, le ministre français de la Justice, Eric Dupond-Moretti, a indiqué ne pas avoir "la possibilité, à ce stade, d'intervenir" dans cette affaire.

"Abandonné par son pays"

La Cour de cassation du Maroc a émis en août un "avis favorable" à cette extradition, mais son sort est entre les mains du Premier ministre marocain qui doit donner son feu vert à son éventuel transfèrement.

Aux Etats-Unis, l'ex-étudiant risque jusqu'à 116 ans de prison s'il est reconnu coupable, selon l'avocat du jeune homme, Me Philippe Ohayon, qui veut, comme Paul Raoult, obtenir son transfèrement en France.

Domicilié chez ses parents à Epinal, le jeune homme était en deuxième année d'études d'informatique quand il a arrêté sa formation en décembre 2021, selon sa famille.

"J'aimerais bien que la France fasse entendre sa voix et sa souveraineté par rapport à des faits qui se sont passés en France et non en Amérique, par rapport à la disproportionnalité de la peine encourue", argue M. Raoult.

"Je ne dis pas que mon fils est innocent, je ne sais pas et aujourd'hui là n'est pas la question. Ce sera à un juge français de dire s'il est coupable ou s'il est innocent ou non", a estimé M. Raoult.

"La question est de savoir comment la France se débrouille pour le faire revenir? Comment la France protège-t-elle ses ressortissants?"

"Il faut vraiment que toute la lumière soit faite sur cette affaire, que l'on en tire les conclusions de manière à ce que plus jamais aucun ressortissant français se retrouve dans cette situation d'être complètement abandonné par son pays", plaide Paul Raoult.

AFP



Le salaire hebdomadaire de Riyad Mahrez révélé : Combien gagne la star de man city ?

Le journal britannique The Sun a informé les lecteurs par rapport à la rémunération des joueurs de Man City. On y fait également part du salaire perçu par l'Algérien Riyad Mahrez. Une somme qui ferait pâlir d'envie un grand nombre de la population lambda. Un salaire plus que conséquent pour Riyad Mahrez

Le footballeur algérien doit probablement être la fierté de sa famille rien que par sa rémunération. Chaque semaine, il touche un montant de 120 000 GBP. Ce qui équivaut à environ 19 millions de dinars algériens. Rien que ça ! En euros, c'est un salaire de plus de 138 000 euros, hebdomadairement. Ce qui fait de lui, l'un des internationaux al-

gériens les mieux payés.

Mensuellement, un montant de plus de 300 000 euros lui est versé. Enfin, la rémunération annuelle de Riyad Mahrez tourne autour des 4 millions d'euros.

Un parcours à la hauteur de sa rémunération hebdomadaire

En 2014, Mahrez intègre les internationaux

pour l'Algérie. D'ailleurs, il a été présent lors de la Coupe du monde de football de la même année. Il a également représenté son pays pendant la Coupe d'Afrique des nations en : 2015, 2017, 2019, 2021.

C'est en 2016 que Riyad Mahrez reçoit le titre de footballeur africain de l'année. Et en 2019, son équipe et lui remportent la Coupe d'Afrique des nations. Depuis, il continue à évoluer dans le monde du football. Tant au niveau de ses performances footballistiques mais aussi par rapport au salaire qu'il touche.

Rappelons qu'en 2018, il a signé un contrat de 5 ans avec les prestigieux Manchester City. Le montant de celui-ci était d'environ 70 millions d'euros. Il va sans dire que le joueur de football algérien est une véritable source d'inspiration pour les nombreux jeunes qui rêvent d'atteindre son niveau.

Source : Monde Emergent





Bélier (21 mars - 19 avril)

Saturne et Pluton vous donneront de la pugnacité, mais durciront des situations. Si on vous a fait miroiter de belles promesses qui ne viennent pas ou si vous avez à redire sur vos conditions de travail, vous le ferez savoir, quitte à aller au clash.

Vous pourrez tablez sur un équilibre budgétaire solide et penser aux vacances sans vous faire trop de soucis de ce côté-là. Une bonne chose, car Uranus aura le don de vous pousser à la dépense, même si vos achats seront utiles, mais pas indispensables.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Évitez d'imposer votre point de vue, vous n'aurez pas les bons arguments. Et plus vous allez vous entêter, moins les autres vous suivront. Faites plutôt profil bas et avancez sur vos projets dans votre coin. Vous aurez bientôt l'occasion de convaincre, surtout votre hiérarchie.

Prenez un moment pour faire vos comptes, surtout si vous êtes en vacances. Vous avez laissé les tickets de carte bleue s'accumuler et pour éviter de mauvaises surprises, mieux vaut vous mettre à jour sans attendre. Ça vous permettra de rectifier le tir au besoin.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

L'épanouissement n'est pas au rendez-vous et hélas vous ruminez du noir en pensant à votre évolution professionnelle. De la frustration semble bien inévitable et vous devez apprendre encore à faire des concessions sur un poste qui ne vous comble plus.

Il faut compter sur des paiements différés et un savant calcul pour la journée. Les astres vous lassent dans les tentations qui se succèdent et vos amis ne vous aident pas du tout pour faciliter les économies. Les bonnes résolutions partent en fumée.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Si vos collègues se croient en vacances, grand bien leur fasse, à partir du moment où vous n'aurez pas à faire le travail à leur place ; vous aurez assez de votre. Personne ne vous le demandera et chacun devra assumer ses choix et ses responsabilités.

De guerre lasse, vous renoncerez à passer des heures au téléphone pour rien du tout. À chaque fois que vous essaieriez de joindre un conseiller, vous tomberez sur une plateforme et la personne qui vous répondra ne sera pas en mesure de vous renseigner.



Lion (22 juillet - 23 août)

Votre situation professionnelle offre la possibilité d'un tremplin dans votre carrière. Une évolution actuelle peut se faire par le biais d'un appui. Vous pouvez compter sur l'efficacité de votre réseau professionnel ou d'un ami qui connaît du monde.

Vous devez faire attention à votre gestion financière. Les dépenses continuent de dilapider votre salaire et vous pouvez regretter rapidement les achats que vous faites impulsivement. Il est conseillé de calculer au plus près les achats et de les comparer.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Il y a des jours comme ça où rien ne va. Et bien ce sera le programme de votre jeudi. Ne cherchez pas à passer en force, ça ne servira à rien. Acceptez de bon gré les aléas et montrez-vous plus souple dans votre organisation. Vous avez les qualités pour vous adapter.

Vos finances sont bien protégées par les astres aujourd'hui et ne devraient pas poser de souci. Seuls les dossiers de demande de fonds mériteront votre attention. Remplissez-les sans tarder et pensez au courrier suivi pour vérifier qu'ils ont bien été réceptionnés.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

L'évolution se fait avec lenteur et vous réalisez que des efforts anciens commencent à payer. Il est bon de ne pas vous emballer si vous signez un contrat. Lisez bien entre les lignes, des clauses ou des rémunérations pourraient vous faire réfléchir.

De la frustration continue encore de vous accompagner dans des journées importantes. Vous pourriez avoir des frais à sortir. Les réalités sont que vous passez en priorité vos règlements, de crainte de manquer d'une trésorerie avant la fin du mois.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

La situation se détendra et vous n'aurez plus à vous confronter à des situations potentiellement conflictuelles. Vous avez même la possibilité de rassembler de bonnes énergies autour de vous, pour vous permettre d'aboutir à une meilleure efficacité.

Ne comptez surtout pas sur des euros qui tomberont tout cuit sur votre compte en banque. Pour en gagner, il faudra aller les chercher, et certainement pas du côté de la loterie. Méditez sur vos idées financières, car l'une d'entre elles sera la bonne.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Le risque de commettre des erreurs est grand aujourd'hui. Il serait donc préférable de ne pas vous attaquer à une nouveauté et de laisser les dossiers difficiles pour une meilleure journée. Contentez-vous de la routine !

Vos efforts sont en train de payer. Vous récoltez les fruits de votre gestion et de votre flair. La journée est propice à un gain supplémentaire. Vente en ligne ou chance au jeu, tout est possible !



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Une imagination fertile vous habite ce jeudi et elle pourrait bien vous permettre de mener à bien une tâche délicate qu'on vous a confiée. Vous saurez sortir votre épingle du jeu et marquer en même temps des points pour davantage de responsabilités dans votre travail.

Vous avez envie de faire plaisir à vos proches et vous n'hésitez pas à dégainer votre carte bancaire dès que l'occasion se présente. Bon, si vos comptes vont bien il n'y a aucune raison pour vous priver. Mais si vous avez déjà abusé... Limitez vos dépenses.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous abordez l'avenir avec sérénité, car la confiance revient. Malgré l'atmosphère de stress, vous avancez en établissant de bons feelings avec vos collaborateurs. L'envie d'avoir des responsabilités se fait sentir et pour cela, une formation est possible.

À part des coups de cœur, vous faites attention à la gestion du budget. Les sorties avec des amis ou du shopping peuvent vous entraîner vers des frais pas prévus qui ne tombent pas au moment idéal. Malgré tout, vous restez serein par rapport à votre situation.



Poisson (19 février - 21 mars)

Avec les planètes en Lion dans votre secteur VI, un climat tendu s'instaurera d'entrée de jeu au sein de votre activité. Vous devrez lutter en imposant vos compétences. Vos performances devraient dissuader un collègue de vous casser trop les pieds.

Prudence, zone sensible sera le climat décrit par le binôme Jupiter/Neptune. Symboles de générosité, mais aussi de débordements et d'erreurs, ces planètes pourraient vous entraîner dans des dépenses supérieures aux moyens dont vous disposerez.

L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Communiqué du Conseil des Ministres
du mercredi 1er juin 2022 en n°2022-24/sgg

1110 **Malikilé**



Crise au sein du RPM
**Dr Bocari Treta sommé
d'organiser un nouveau congrès**



Situation financière du Mali : Non le pays
n'est pas en "défaut de paiements"

1111 **Malikilé**



Prochain sommet de la CEDEAO sur le Mali
Revoilà le Cadre d'Echanges



Plus de 100000 personnes touchées par la pandémie de
covid-19, entre autres personnes et à ce jour pas été affecté au Mali. Tous l'impact de
la pandémie sera pris en compte pour les négociations de la conférence de
l'Union Africaine.

1112 **Malikilé**



Durée de la Transition
**Le Sommet de la CEDEAO
tergiverse, le Mali s'assume !**



Le Mali a une capacité de 50 membres du CNT renforcés

1113 **Malikilé**



Durée de la Transition
**La polémique entre
le Mali et la CEDEAO**



Journées de Réflexions et de Soutien à la Transition :
La jeunesse invitée à jouer sa partition

1114 **Malikilé**



2e jour de la MIP
**Dr Choguel
Kokalla Maïga
fait le bilan de
l'an I de la rectification**



Conférence des professionnels du secteur invités à s'approprier l'événement

1115 **Malikilé**



Barkina Faso CEDEAO
**Issoufou Mahamadou,
son médiateur contesté !**



Adema - PASJ : Enfin le bitan de
10 ans de pouvoir

1116 **Malikilé**



Nouvelle Constitution
Le top départ !

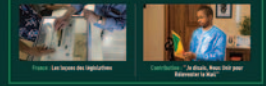


Mali : La hausse des prix des
denrées alimentaires

1117 **Malikilé**



Le ministre Diop à la
tribune des Nations Unies
**Le nîet du Mali à la force
française Barkhane**



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23